République Française
Département de l'Hérault
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VALLÉE DE L'HÉRAULT

~~~~~~

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE - Réunion du : lundi 17 novembre 2025

~~~~~~

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2026

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault s'est réuni ce jour, lundi 17 novembre 2025 à 18h00 en salle du Conseil communautaire, sous la présidence de Monsieur Jean-François SOTO, Président de la communauté de communes. La convocation a été adressée le 6 novembre 2025.

Étaient présents ou représentés	M. Jean-François SOTO, M. Philippe SALASC, Mme Nicole MORERE, M. Ronny PONCE, M. Pierre AMALOU, M. Olivier SERVEL, M. Jean-Claude CROS, Mme Josette CUTANDA, M. Jean-Pierre PUGENS, M. Anthony GARCIA, Mme Béatrice FERNANDO, Mme Véronique NEIL, M. Stéphane SIMON, Mme Martine BONNET, M. Robert SIEGEL, M. Pascal DELIEUZE, Mme Jocelyne KUZNIAK, M. David CABLAT, M. Jean-Pierre GABAUDAN, Mme Roxane MARC, M. Yannick VERNIERES, M. Henry MARTINEZ, M. Yves GUIRAUD, Mme Monique GIBERT, Mme Marie-Françoise NACHEZ, M. Jean-Marc ISURE, Mme Martine LABEUR, M. Philippe LASSALVY, M. Marcel CHRISTOL, M. Christian VILOING, M. Thibaut BARRAL, Mme Valérie BOUYSSOU, M. Claude CARCELLER, Mme Marie-Agnès SIBERTIN-BLANC, M. Jean-Luc DARMANIN, M. Jean-Pierre BERTOLINI, M. Daniel JAUDON - M. Jean-Louis RANDON suppléant de M. Bernard GOUZIN, M. Bernard CAUMEIL suppléant de M. Daniel REQUIRAND.
Procurations	Mme Christine DEBEAUCE à Mme Martine LABEUR, Mme Chantal DUMAS à M. Henry MARTINEZ, M. José MARTINEZ à M. Daniel JAUDON, Mme Marie-Hélène SANCHEZ à M. Olivier SERVEL, Mme Florence QUINONERO à M. Thibaut BARRAL.
Excusés	Mme Christine SANCHEZ, M. Gregory BRO.
Absents	M. Nicolas ROUSSARD, M. Laurent ILLUMINATI.

Quorum : *25* Secrétaire de séance : *Daniel JAUDON*	Présents : 39	Votants : 44	Pour : 44 Contre : 0 Abstention : 0 Ne prend pas part : 0

Agissant conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L 5214-1 et suivants et L 5211-6 alinéa 1.
Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur.
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-36,L.2312-1 et D2312-3 ;
VU le décret 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire ;
VU la délibération du Conseil communautaire en date du 17 novembre 2025 relative à la présentation du Rapport Annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et son plan d'actions associé ;

CONSIDERANT que le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités car il participe à l'information des élus en initiant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité préalablement au vote du budget primitif de l'exercice à venir,
CONSIDERANT que ce DOB prend appui sur le Rapport d'Orientation Budgétaire préalablement rédigé par la collectivité et présentant :

- Les orientations budgétaires envisagées par la collectivité pour 2026
- Les engagements pluriannuels prévus : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- La structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget 2026
- L'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault,
APRES EN AVOIR DELIBERE,
Le quorum étant atteint

DÉCIDE

à l'unanimité des suffrages exprimés,
- de prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2026 préalable au vote du budget primitif 2026,
- d'approuver en conséquence le Rapport d'Orientation Budgétaire 2026 ci-annexé.

Transmission au Représentant de l'État N° 3939
Publication le 18 novembre 2025
DÉLIBÉRATION CERTIFIÉE EXÉCUTOIRE
Gignac, le 18 novembre 2025
Identifiant de l'acte : 034-243400694-20251117-23871-DE-1-1
Auteur de l'acte : Jean-François SOTO, Président de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault

Le Président de la communauté de communes

Jean-François SOTO
Secrétaire de séance

Daniel JAUDON

VALLÉE DE L'HÉRAULT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Rapport d'orientation budgétaire 2026

17 novembre 2025

Contact :

Christophe KUBIAK – Finances-Marchés

04 67 57 04 50

SOMMAIRE

I. PREAMBULE .....
II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES.....
III. PROJET LOI DE FINANCES POUR 2026.....
IV. GRANDES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026 (budget principal)
V. STRUCTURE ET EVOLUTION DES EFFECTIFS .....
VI. PROSPECTIVE FINANCIERE (budget principal) .....
VII. LES INVESTISSEMENTS PREVUS SUR 2026 (budget principal).....
VIII. LES BUDGETS ANNEXE IMMEUBLES DE RAPPORT ET ZAE
IX. LES BUDGETS ANNEXES EAU, ASSAINISSEMENT, GEMAPI
X. BILAN DU SCHEMA DE MUTUALISATION 2025.....

I. PREAMBULE

Le débat d'orientation budgétaire est une étape essentielle dans la gouvernance des institutions politiques. Il a pour objectif de permettre à l'organe délibérant sur la base des informations qu'il contient, d'exercer de manière effective son pouvoir de décision à l'occasion du vote du Budget. Il répond d'abord à une obligation réglementaire mais constitue avant tout un moment important de la vie démocratique locale durant lequel l'ensemble des conseillers communautaires peuvent, au travers des orientations budgétaires proposées, échanger et faire valoir leur vision de l'action publique.
En effet, le vote du budget consacre, sous le prisme des finances publiques, les principales orientations du mandat et les modalités de mise en œuvre des politiques publiques qui en découlent.

Le débat d'orientation budgétaire s'appuie sur le présent rapport qui présente :

- **Le contexte économique et législatif dans lequel va s'inscrire le vote du budget de notre EPCI** : cela comprend les prévisions économiques et les principales dispositions du projet de loi de finances pour 2026. Le cadre budgétaire fixé aux collectivités dans la loi de finances est en effet lié aux perspectives d'évolution des finances publiques, elles-mêmes dépendantes des prévisions économiques. Ces éléments de contexte sont par ailleurs importants localement pour les collectivités et le territoire car ils peuvent influer sur :

  - L'évolution des taux d'intérêt et donc des charges financières pour l'EPCI ;
  - Le dynamisme économique local et de ce fait le dynamisme des produits de fiscalité ;

- **Les grandes orientations budgétaires proposées pour la Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault en 2026** en fonctionnement et en investissement : par la présentation des choix en terme de fiscalité et d'évolution des dépenses de fonctionnement et le volume envisagé pour les dépenses d'équipement.

- **Des éléments de prospective financière et des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée** : cela doit permettre au conseil communautaire de mesurer les perspectives et capacités financières de la collectivité dans une perspective pluri annuelle.

- **Des informations relatives aux ressources humaines** de la CCVH et notamment la structure des effectifs, le temps de travail, le niveau de masse salariale.

- **Les principaux projets et actions prévus en 2026** et qui pourront être mis en œuvre à travers les orientations budgétaires proposées.

- **Le bilan du schéma de mutualisation 2025** dont la continuité en 2026 aura aussi des incidences sur la présentation budgétaire.

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Environnement économique international

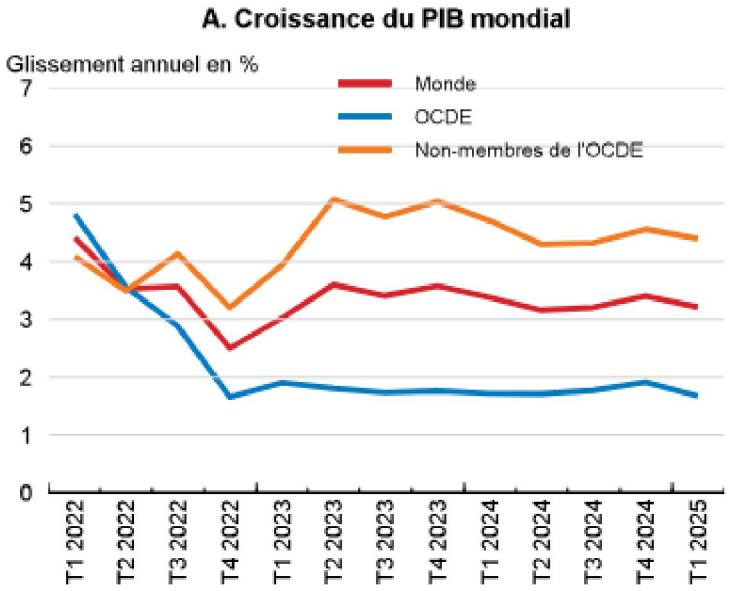
Projections de croissance du PIB réel 2025-2026

ESTIMATION ET PREVISION ANNUELLES								
PIB réel (%)[2]	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Monde	**2,6**	**-3,4**		**3,3**	**2,2**	**3,3**	**3,2**	**2,9**
Pays OCDE						**1,8**	**1,4**	**1,5**
Economies avancées (G20)				**3,1**	**2,2**	**3,4**	**3,2**	**2,9**
Etats-unis	2,3	-3,4	5,6	2,1	0,5	2,8	1,8	1,5
France	**1,9**	**-7,7**	**6,4**	**2,5**	**0,8**	**1,1**	**0,6**	**0,9**
Allemagne		-4,1		1,9	0	-0,5	0,3	1,1
Zone euro	**1,6**	**-6,4**	**5,2**	**3,4**	**0,6**	**0,8**	**1,2**	**1**
Japon	– 0,2	-4,5	1,7	1	1,8	0,1	1,1	0,5

source : OCDE, septembre 2025

La croissance économique mondiale reste résiliente, avec un ralentissement pour la zone euro

La croissance du PIB mondial devrait ralentir et passer de 3.3 % en 2024 à 3.2 % en 2025, puis 2.9 % en 2026, à mesure que le relèvement des droits de douane et la persistance de l'incertitude liée à l'action publique freineront l'investissement et les échanges.



Selon les analystes de l'OCDE, Aux États-Unis, la croissance annuelle du PIB devrait reculer nettement, de 2.8 % en 2024 à 1.8 % en 2025, puis 1.5 % en 2026, en raison de l'augmentation des droits de douane, de la modération de l'immigration nette et de la réduction des effectifs de fonctionnaires de l'administration fédérale. La Chine subira aussi une décélération notable de la croissance, de 4.9 % en 2025 à 4.4 % en 2026, à mesure que les phénomènes d'anticipation se dissiperont, que les hausses des droits de douane entreront en vigueur et que le soutien budgétaire diminuera. La zone euro, quant à elle, connaîtra un ralentissement moins net, mais continu, de la croissance du PIB, de 1.2 % en 2025 à

1.0 % en 2026, l'aggravation des tensions commerciales et de l'incertitude géopolitique étant dans une certaine mesure compensée par l'assouplissement des conditions de crédit.

2.L'inflation globale devrait refluer, mais des risques subsistes

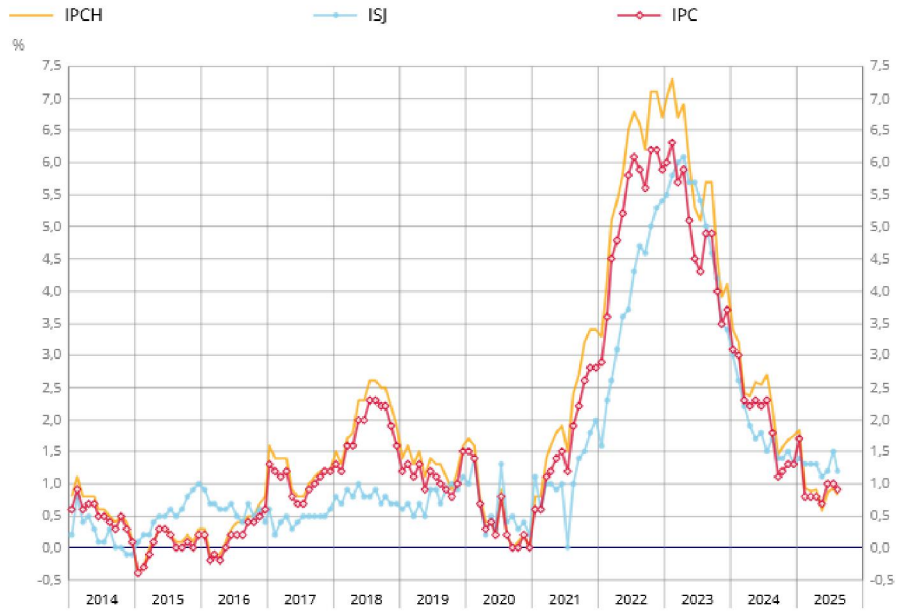
L'inflation devrait se replier dans la plupart des économies du G20 en raison de la poursuite du ralentissement de la croissance économique et de l'atténuation des tensions sur le marché du travail. Un repli de l'inflation globale, de 3.4 % en 2025 à 2.9 % en 2026, est attendu, tandis que l'inflation sous-jacente dans les économies avancées du G20 restera globalement stable, en léger recul de 2.6 % à 2.5 %.
Des tensions inflationnistes pourraient toutefois réapparaître. Le rythme de la désinflation a ralenti dans certaines économies, sur fond d'essor des prix des produits alimentaires et de persistance de l'inflation des services.

INFLATION GLOBALE (%)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**
France	5,91	5,7	2,3	1,1	1,6
Allemagne	8,67	6	2,5	2,2	2,1
Zone Euro	**8,39**	**5,4**	**2,4**	**2,1**	**1,9**
Etas unis	6,26	3,7	2,5	2,7	3

Source : OCDE, septembre 2025

Dans la zone euro, l'inflation en glissement annuel, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), est restée stable à 2.0 % en juillet. L'inflation de l'alimentation a augmenté pour atteindre son niveau le plus haut depuis février 2024, tandis que la baisse des prix de l'énergie a légèrement ralenti et que l'inflation sous-jacente est restée inchangée.
D'après Eurostat, en août 2025, l'inflation globale en glissement annuel dans la zone euro est restée globalement stable à 2.1 %. L'inflation sous-jacente serait restée inchangée et les prix de l'énergie aurait diminué à un rythme moins soutenu. L'inflation globale de l'Allemagne mesurée par l'IPCH aurait augmenté en août.

Glissements annuels de l'indice des prix à la consommation (IPC), de l'inflation sous-jacente (ISJ) et de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)



Données INSEE : publication septembre 2025

Risques et enjeux :

- **Les effets des hausses de droits de douane ne se font pas encore pleinement ressentir**

  Les conséquences des relèvements des droits de douane ne sont pas encore totalement perceptibles étant donné que l'application de nombreuses mesures est échelonnée et que les entreprises répercutent dans un premier temps une partie des majorations sur leurs marges. Les effets de la hausse des droits de douane deviennent toutefois de plus en plus patents.

- **Les autorités monétaires devraient rester vigilantes**

  Les banques centrales devraient réagir rapidement à toute évolution des risques pesant sur la stabilité des prix. Sachant que les anticipations d'inflation sont bien ancrées et que l'inflation sous-jacente devrait refluer vers l'objectif, l'abaissement progressif des taux directeurs devrait se poursuivre. Veiller à l'indépendance de la banque centrale devrait permettre de préserver la crédibilité de l'action des pouvoirs publics et de limiter la volatilité et la persistance de l'inflation.

- **Les pouvoirs publics doivent garantir la viabilité des finances publiques**

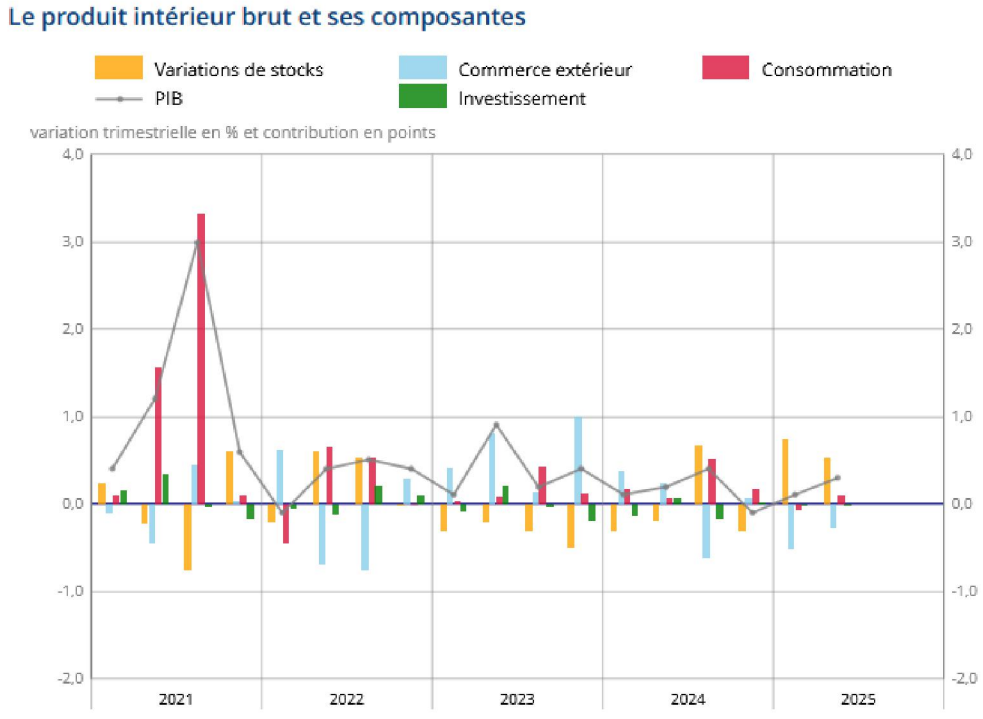
  La discipline budgétaire est indispensable pour sauvegarder la viabilité de la dette publique à long terme et conserver la capacité de réagir face à des chocs futurs. L'adoption de trajectoires d'ajustement à moyen terme crédibles, conjuguant une intensification des efforts visant à maîtriser et réaffecter les dépenses et des mesures destinées à accroître les recettes, sera l'une des clés de la stabilisation du fardeau de la dette.

- **Une intensification des réformes structurelles s'impose pour stimuler la croissance et tirer profit de l'IA**

  Il est nécessaire d'intensifier les efforts de réforme structurelle – en particulier en termes de concurrence, de barrières à l'entrée et des politiques en matière de compétences – pour obtenir une amélioration durable des niveaux de vie et concrétiser les gains que peuvent générer de nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle.

Environnement économique national

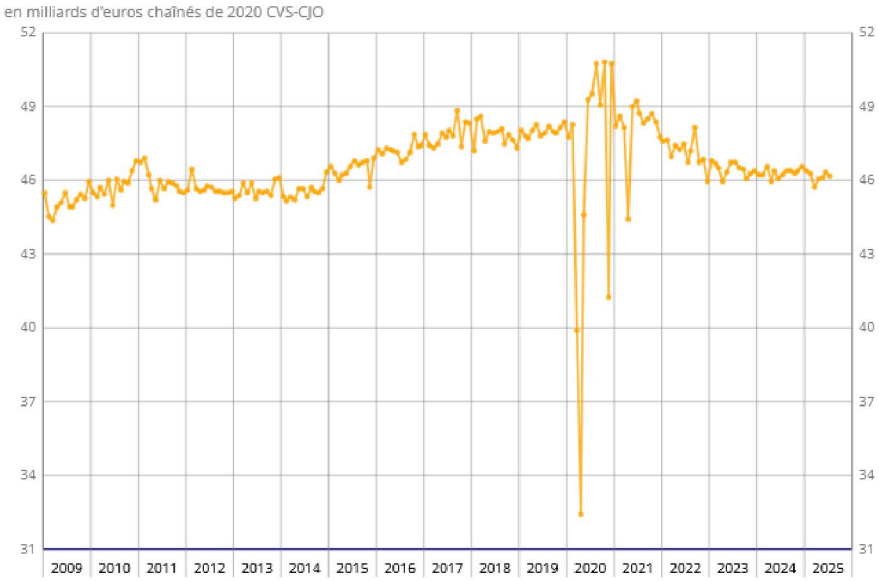
- **Une croissance quasi nulle :** Au deuxième trimestre 2025 le produit intérieur brut progresse modérément de +0,3% et le pouvoir d'achat des ménages rebondit légèrement +0,2%



Source : Insee.

- **Une consommation des ménages en repli :** En juillet 2025, les dépenses de consommation des ménages en biens se replient sur un mois (-0,3 % en volume* après +0,4 % en juin 2025 – données révisées). La consommation d'énergie repart à la baisse (-1,7 %), tandis que la consommation alimentaire et celle en biens fabriqués sont stables.
-

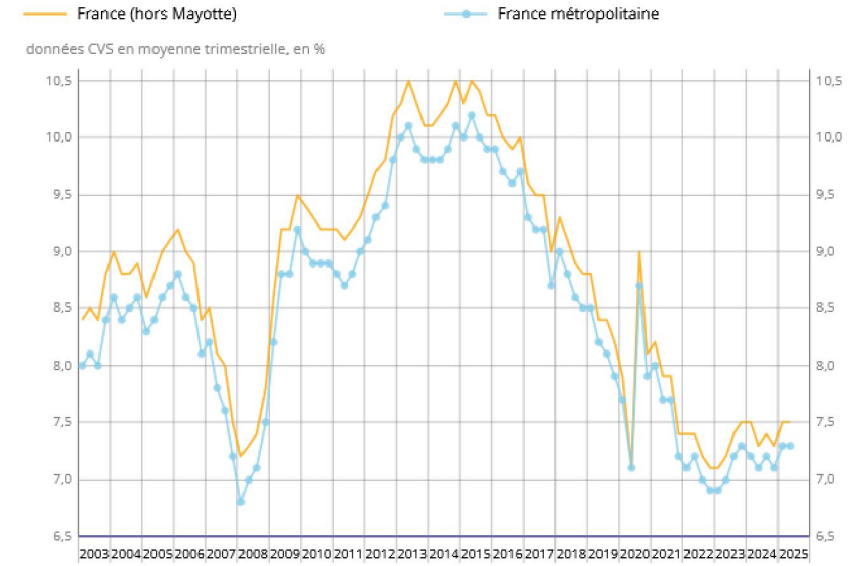
La consommation totale de biens en volume



Le chômage : le taux de chômage est stable à 7,5%

Le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 7,5 % de la population active, stable par rapport au premier trimestre 2025 pour lequel l'estimation est très légèrement rehaussée (+0,1 point, de 7,4 % à 7,5 %).
Le taux de chômage demeure légèrement supérieur à son précédent point bas depuis 1982 (7,1 % au quatrième trimestre 2022 et au premier trimestre 2023) et nettement au-dessous de son pic de mi-2015 (-3,0 points).

Taux de chômage au sens du BIT



Estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage et de son évolution d'un trimestre à l'autre.
Champ : personnes de 15 ans ou plus, vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi.

III. PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026

Dans le cadre du présent rapport d'orientation budgétaire, le gouvernement n'a pas encore présenté son PLF et de PLFSS 2026, au parlement. Nous retiendrons donc des hypothèses basées sur les propositions du gouvernement Barnier pour ce qui concerne les collectivités territoriales.

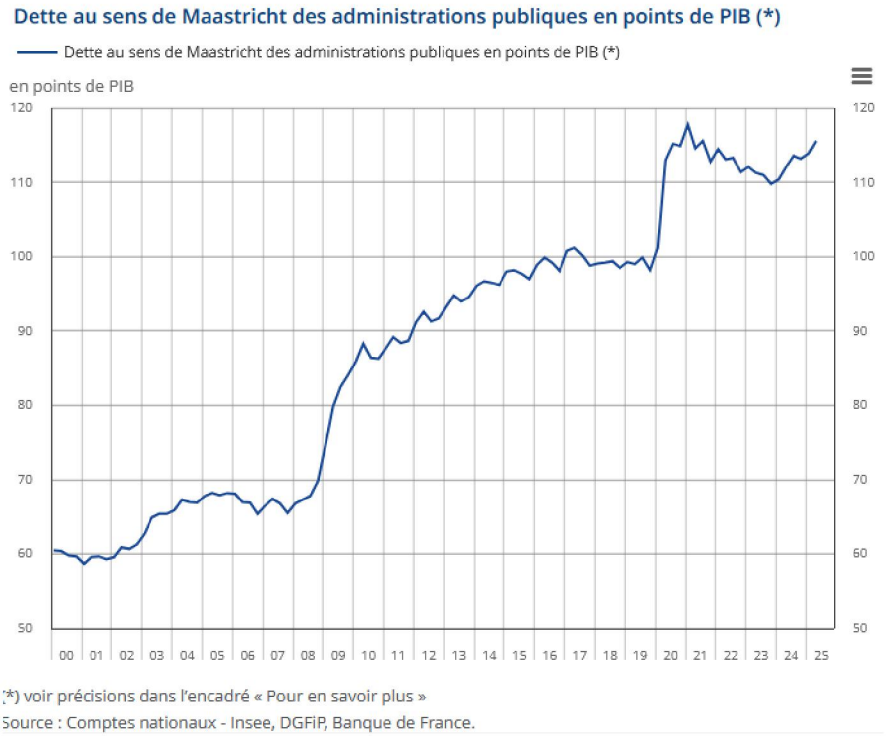
Hypothèse retenue 2026

Croissance : 0,9+% avec un risque important de révision à la baisse
Inflation : + 1,6%
Recettes de l'Etat : ?
Dépenses de l'Etat : ?
Déficit public : ?
Dette : 3.416 Mds (115,6% du PIB)

Présentation du solde général du budget de l'Etat : non encore publié

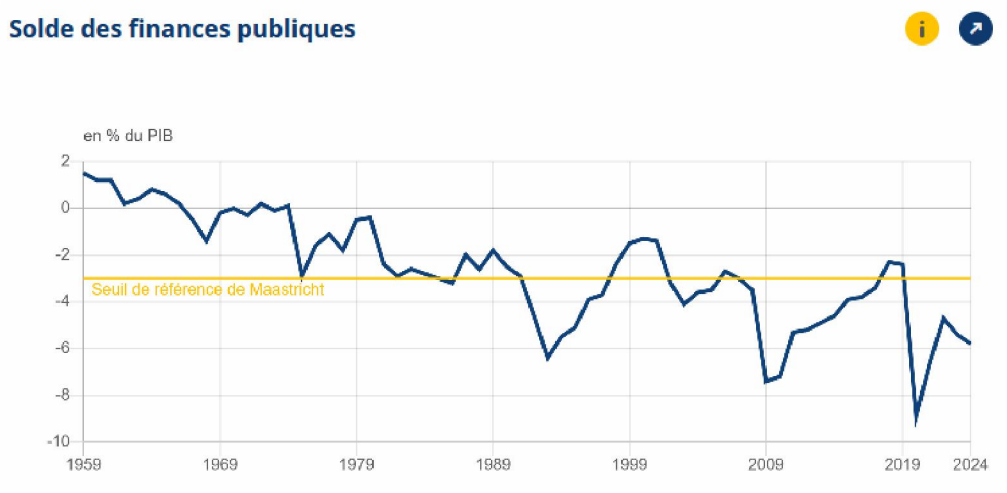
Le taux d'endettement public français augmente, et atteint un des niveaux les plus élevé de la zone euro juste après l'Italie et la grèce

À la fin du deuxième trimestre 2025, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à 3 416,3 Md€, soit une augmentation de 70,9 Md€, après +40,2 Md€ au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle s'établit à 115,6 %, après 113,9 % au premier trimestre 2025. Contrairement au trimestre précédent, l'augmentation de la dette publique s'accompagne d'une hausse de la trésorerie des administrations publiques (+16,2 Md€ après -11,4 Md€), si bien que la dette nette augmente un peu moins que la dette brute (+55,5 Md€) et s'établit à 107,3 % du PIB après 106,1 % au premier trimestre.



Evolution du solde général du budget de l'Etat

En 2025, le solde budgétaire s'établirait à – 140 Md€, soit 5,8% du PIB.



Présentation du budget général de l'Etat :

non encore publié à ce jour

Dépenses et recette de l'Etat :

non encore à ce jour

Principales dispositions susceptible d'être appliquées aux collectivités territoriales :

Les PLF précédent a été construit en sollicitant un effort financier des collectivités territoriales au budget de l'Etat dans un contexte de réduction du déficit des finances publiques.

Ainsi, les orientations en matière de finances locales inscrites dans le projet de loi de finance pour 2025 avait pour objectif la réduction du déficit public sous le seuil des 5% avec 60 Md€ d'économie.

Loi de Programmation des Finances Publiques

Les LPFP sont des lois ordinaires fixant une trajectoire d'évolution de l'ensemble des finances publiques (et non seulement celle de l'Etat) – art 3 de la constitution. Elles s'inscrivent dans une démarche pluri annuelle (3 ans minimum) avec pour objectif de tendre à l'équilibre budgétaire. Ce projet de LPFP 2023-2027 rejeté en 1ere lecture par l'Assemblée le 25/10/2022 a été adopté le 29/09/2023 par application du 49.3.

Ce texte exigé par l'union Européenne concerne les collectivités locales, car il fixe le montant maximal des concours financiers de l'Etat aux collectivités pour la période 2023-2027 (art 13) et actualise l'objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités pour tenir compte de l'inflation (art 16). Les contrats de « confiance » n'ont pas été réintroduits…

	2023	2024	2025	2026	2027
Total des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales	53,15	53,31	53,89	54,37	54,57
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	6,70	7,00	7,30	7,50	7,40
Autres concours	46,45	46,31	46,59	46,87	47,17

Objectifs assignés aux collectivités locales (art 16 LPFP)

- Les collectivités locales doivent participer au redressement des comptes publics à travers une limitation de l'augmentation de leurs dépenses, équivalente à l'inflation sur l'Indices des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) hors tabac – 0,5%.
- A l'occasion du DOB chaque collectivité présente son objectif concernant l'évolution de ses Dépenses (DRF) exprimées en valeur (Budget principal et budgets annexes)

A noter : pas de sanction en cas de dépassement des objectifs

Rappel des éléments du PLF 2025

Report de 3 ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (art 15 PLF) :

dispositif qui risque d'être maintenu

Evolution des concours financiers de l'Etat (art 29 PLF2025) :

La Dotation globale de fonctionnement (DGF) n'augmentera pas en 2026 (après un + 150 M€ en 2025) (art. 31). Dans l'attente de l'attribution individuelle de l'année en cours, les acomptes de DGF seront versés par douzièmes sur la base du dernier arrêté ministériel de notification de la DGF connu. La péréquation verticale sera revue, avec + 140 M€ pour la Dotation de solidarité urbaine (DSU) et + 150 M€ pour la Dotation de solidarité rurale (DSR). Pour cette dernière, 60 % seront mis sur la fraction de péréquation dont la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 habitants bénéficie (art. 72).

Modulation des conditions d'attribution du fonds de compensation pour la valeur ajoutée (FCTVA) (art 30 PLF2025) :

Une modification des modalités d'attribution est destinée à contenir sa dynamique (+ 213 M€ par rapport à la LF pour 2025) (art. 32), notamment par l'ajustement du calendrier de son versement aux EPCI : le reversement leur sera fait l'année suivant la dépense d'investissement et non plus en année n. Ceci économiserait 0,7 Mds€ selon le HCFP.

Gel en valeur des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales (art 31 PLF) :

La dynamique de TVA destinée aux collectivités locales, elle serait minorée par le taux de l'inflation (art. 32), ce qui devrait impliquer 0,7 Mds€ d'économies selon ce qu'avait prévu le plan Bayrou.

Dispositif qui vraisemblablement serait maintenu sauf si les recettes nationales de TVA du fait de la faible croissance et de la faible consommation venait à diminuer trop fortement, une baisse peut être envisagée

Evaluations des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales (art 32 PLF) :

Inconnu à ce jour

IV. GRANDES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA COMMUNAUTE DE LA VALLEE DE L'HERAULT EN 2026 – BUDGET PRINCIPAL

Eléments de contexte

Si la vigilance doit demeurer, la prospective réalisée permet de penser que la réalisation des grands chantiers du mandat pourra être tenue à condition de poursuivre nos efforts sur la maitrise de l'évolution des dépenses et l'optimisation des recettes, 2026 s'inscrit dans un contexte de réduction de nos recettes fiscales pour la première fois depuis plusieurs années.

Le travail entamé en 2022 sur la prospective financière et l'évolution de la situation financière de la collectivité et du programme pluriannuel d'investissement (PPI) a été actualisé. Il a été présenté dans le cadre du dialogue budgétaire qui s'est achevé en septembre-octobre et les premiers arbitrages politiques ont été fait le 04 novembre 2026.

A ce stade sur le seul budget principal, le volume des dépenses d'équipements s'élève à 9 M€ (contre 10,5 au BP 2025) ce qui constitue un niveau soutenu d'investissement et nécessite un besoin de financement nouveau de 7 M€.

Le niveau optimal de dépenses d'équipements se situe entre 3 et 4 M€/an, cela impose donc une diminution des dépenses d'équipements au-delà de 2027.

Ce niveau exceptionnel pour un EPCI de cette strate de population est à mettre en perspective avec les investissements portés par les différents budgets annexes de la collectivité, lesquels concentrent une part importante des compétences portées par la Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault.

Ainsi, ce sont plus de 17 M€ qui seront investis sur le territoire cette année au travers les différents projets portés par la CCVH, que ce soit sur le budget principal ou les budgets annexes Gemapi, eau et assainissement ainsi que la compétence développement économique.

Dans les dépenses d'équipements sont compris les aides aux communes que ce soit au travers de fonds de concours directs ou versés aux acteurs du territoire.

La collectivité aura réalisé en 2026 plus de 17 M€ d'investissements au bénéfice des acteurs du territoire, dont 2 M€ d'aides aux communes sous formes de fonds de concours.

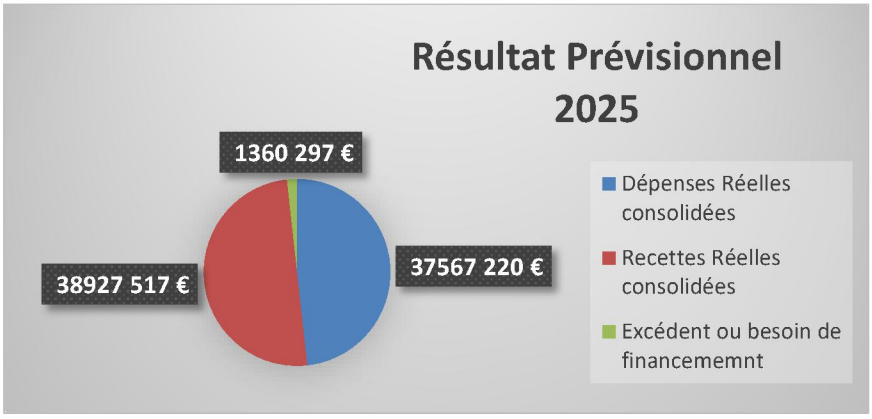
Les grandes masses budgétaires 2026 du budget principal

Dans les orientation budgétaires 2026, les équilibres sont réalisés sur les flux annuels en dépense et recettes sans prise en compte des résultats antérieurs qui ne seront pas intégrés par anticipation au moment du vote du budget primitif. Un budget supplémentaire devra donc être adopté après l'approbation des comptes financiers uniques 2025.

Résultat 2025 projeté (tous flux, en M€)

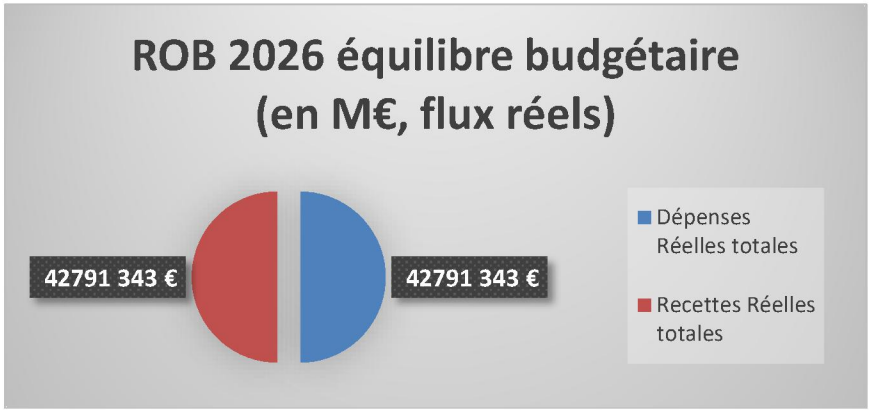
Le résultat de fonctionnement fin 2025 est évalué à un solde positif de + 1,6 M€, résultat qui viendra s'ajouter aux 11,7 M€ d'excédents antérieurs et permettra le financement des investissements ultérieurs du budget principal et des budgets annexes hors SPIC. Pour le budget principal, le niveau d'investissement 2025 représentent un volume estimé à 8,4 M€. Le résultat de la section d'investissement fin 2025 est évalué avec un solde négatif de -280 K€ dans l'attente du versement des subventions obtenues.

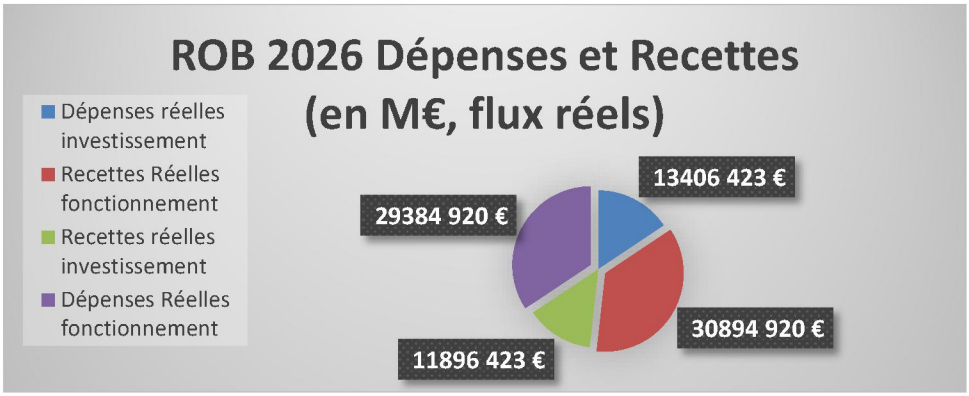
Par conséquent, le résultat consolidé 2025 devrait donc être de +1,36 M€ hors reports antérieurs.



Le résultat de clôture avec les reports devrait donc être de +12,3 M€ pour la section de fonctionnement et de +1 M€ pour la section d'investissement.

Les grandes masses budgétaires 2026 (flux réels, en M€)



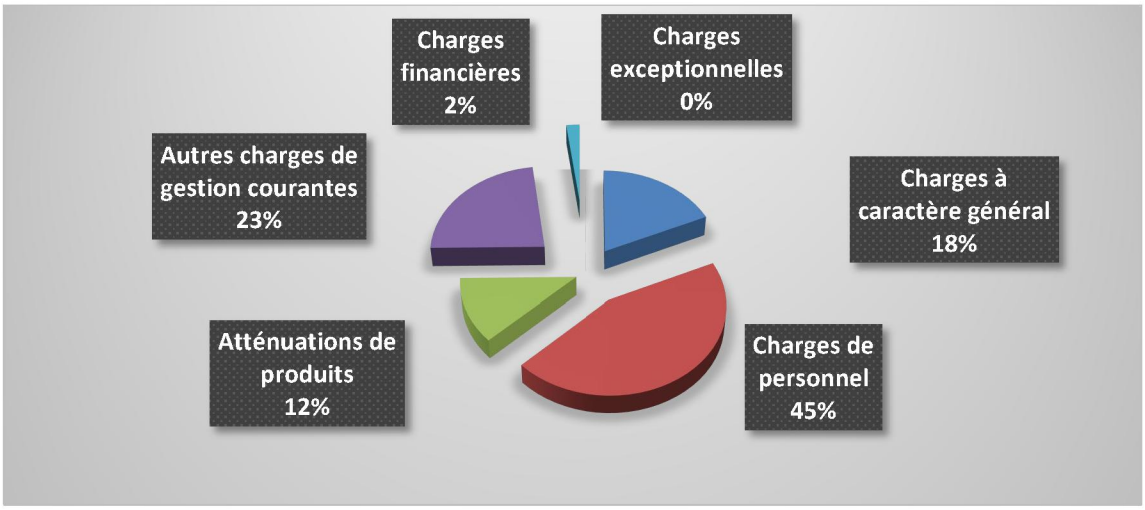


Section de fonctionnement orientations 2026

Dépenses réelles de Fonctionnement :

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est évaluée à **+ 7,28 %** en 2026 par rapport au budget primitif 2025. En volume, ces dépenses représentent 29,38 M€ en flux réels de trésorerie. Les dépenses réelles, à la différence des dépenses d'ordre sont des flux financiers qui génèrent des flux de trésorerie.

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement (en %)



Les charges de personnel constituent le premier poste de dépenses de fonctionnement 45 % y compris le cout des services mutualisés dont la part peut être estimés à 5%, suivi des autres charges de gestion courante 23% liées aux participations aux SCH et SYDEL à l'OTI et aux subventions accordées, les charges à caractère général 18% (consommations de fluides, achats, prestations de services, etc.), ainsi que les atténuations de produits 12% relatives aux attributions de compensation et au prélèvement FNGIR.

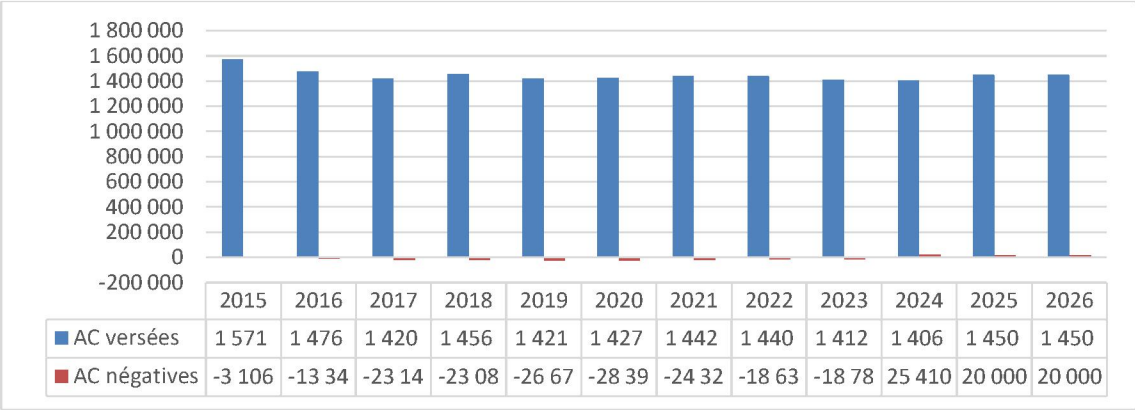
Les principales subventions et participations versées (budget principal)

A noter que la participation au SCH est évaluée à 4,37 M€, celle l'Office de tourisme à 0,8 M€, et du SYDEL à 0,38 M€.

FOCUS sur l'attribution de compensation

L'attribution de compensation (AC) est un reversement de fiscalité de l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) vers ses Communes membres. Ce reversement correspond à la différence entre le produit des impôts économiques transférés lors du passage de l'EPCI en fiscalité professionnel unique (FPU) et le coût des compétences transférées à cette occasion.

Le montant de ces attributions de compensation a été revu en CLECT après chaque transfert de compétence. Le montant des AC est stabilisé à environ 1,45 M€.



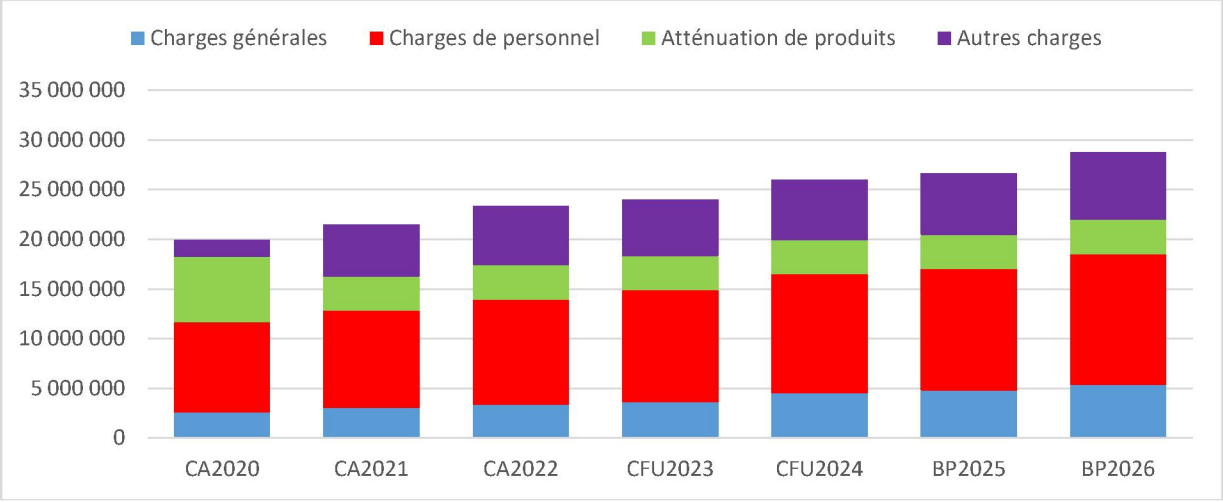
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
AC versées	1 571	1 476	1 420	1 456	1 421	1 427	1 442	1 440	1 412	1 406	1 450	1 450
AC négatives	-3 106	-13 34	-23 14	-23 08	-26 67	-28 39	-24 32	-18 63	-18 78	25 410	20 000	20 000

Dépenses réelles de fonctionnement : 27,39 M€

La hausse des dépenses de fonctionnement est évaluée à 10,25 % par rapport au compte financier unique 2024 et à +7,28 % par rapport au budget primitif 2025.

Cette hausse importante qui va bien au-delà du cout de l'inflation s'explique pour l'essentiel par une évolution de la masse salariale de +7,45%, des charges à caractère général de + 12,06% et des autres charges de gestion courante de +9,09%.

L'impact de cette augmentation se porte particulièrement sur les couts liés à la mise en service de nouveaux équipements en particulier les prestations d'entretien et de nettoyage des locaux ou encore sur les prestations informatiques.

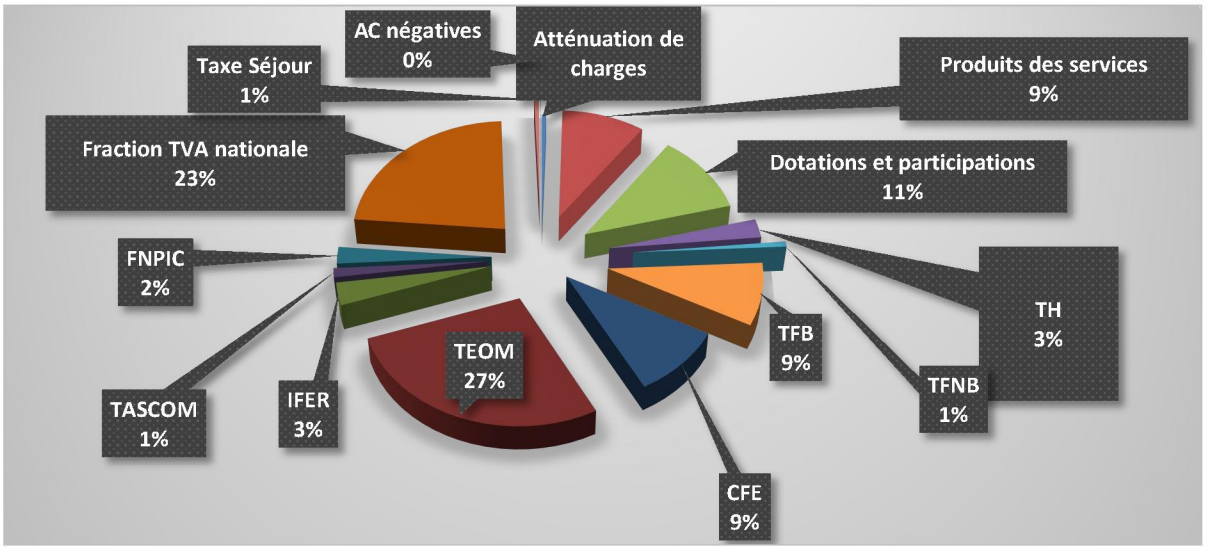


L'évolution des charges de la section de fonctionnement est estimée à + 7,28 % par rapport au budget primitif 2025 et à + 10,25% par rapport au CFU 2024.

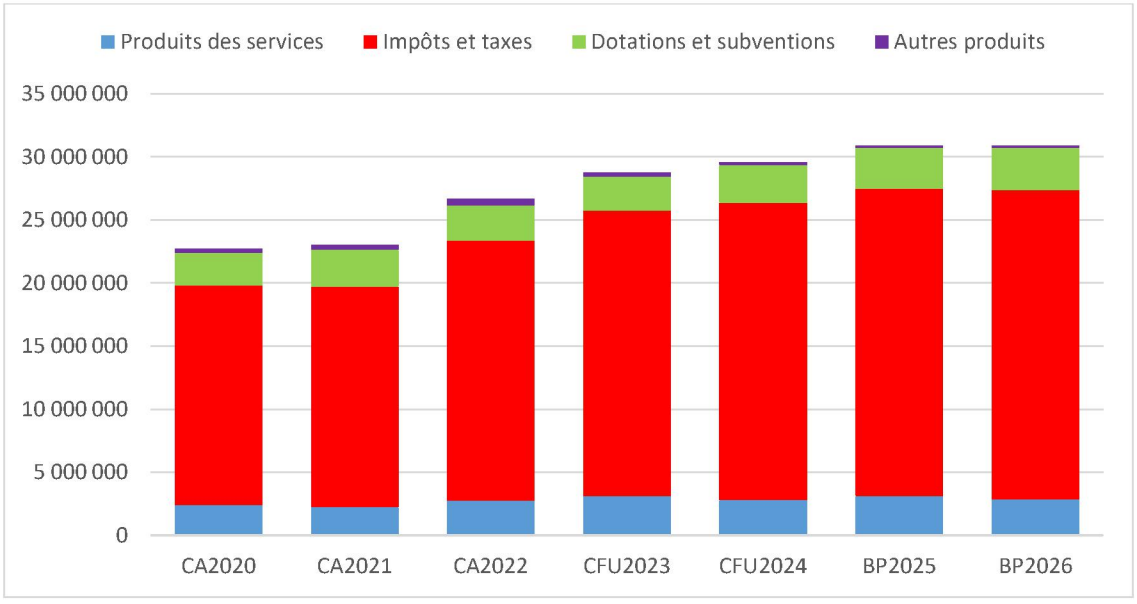
Recettes réelles de Fonctionnement : 30,84 M€

Les recettes réelles de fonctionnement devraient augmenter de +4,39% par rapport aux recettes réalisées en 2024 et -0,02% par rapport au budget primitif 2025.

Répartition des recettes réelles de fonctionnement (en %)



L'évolution des ressources de l'EPCI a pour principale origine la dynamique de la fiscalité locale en particulier la TEOM, CFE, IFER, TASCOM, TF, TH, qui représente 53% du total des recettes, 36% des recettes provenant de reversements de l'Etat n'évoluent pas.



De façon générale, les principales ressources sont constituées par les recettes fiscales (79,32%) suivies des dotations (10,93%) (DGF, compensations fiscales etc.), des produits des services (9,16%) et autres produits (0,59%).

Fiscalité
Des recettes fiscales fragilisées : perte d'ancrage local, désindexation et contexte incertain

Le projet de loi de finances (PLF) 2026 s'inscrit dans un contexte budgétaire particulièrement incertain, marqué par la nécessité pour l'ensemble des collectivités, y compris les EPCI, de participer à l'effort national de redressement des comptes publics. L'objectif affiché d'un déficit public à -5,0 % en 2026 pourrait se traduire par de nouvelles restrictions ou réformes impactant les ressources locales.

Dans un contexte marqué par des incertitudes fortes sur les orientations du PLF 2026, une désindexation croissante des recettes sur l'inflation et une déconnexion entre fiscalité perçue et réalité territoriale, il est essentiel de faire preuve de prudence dans les projections de recettes fiscales.

Fraction de TVA :

Près d'un tiers des recettes de la CCVH sont désormais indexées sur l'évolution économique nationale via la fraction de TVA. Le gel de cette fraction pour l'année 2025 a de fortes chances d'être reconduit en 2026. Le présent ROB intègre donc cette hypothèse de gel.

Il est à noter que la fraction de TVA issue de la TH sur les résidences principales a connu une augmentation de près de 14 % depuis 2020. Sur la même période, la seule inflation utilisée pour la revalorisation des bases foncières aurait permis une progression de l'ordre de 17 %.
Par ailleurs, la dynamique territoriale reste particulièrement soutenue sur le territoire de la Vallée de l'Hérault, avec une croissance annuelle estimée à environ 2 % pour les bases « ménages » et à près de 5 % pour les bases économiques.
Cela illustre l'écart croissant entre l'évolution réelle des ressources perçues par la CCVH et le potentiel fiscal généré localement.
Cette perte de lien entre recettes et développement local affaiblit la capacité d'action et d'anticipation de la collectivité.

Recettes de fiscalité locale :

Concernant les autres recettes fiscales qui restent liées à la dynamique territoriale de la CCVH , il faut compter sur plusieurs évolutions en 2026 :

- ✓ Revalorisation des bases fiscales

Les bases de la fiscalité ménage (TF et TEOM) devraient évoluer de près de 1 %, ce chiffre correspondant à l'inflation estimée pour 2025 (IPCH), utilisée comme indicateur pour la revalorisation des bases 2026.
Pour la fiscalité économique (CFE, IFER, TASCOM), une progression plus modérée est attendue, comprise entre 0,5 % et 1 %.

- ✓ Une dynamique territoriale des bases estimée à 1 %

Le ralentissement économique observé à l'échelle nationale ainsi que la baisse du nombre de permis de construire liée au contexte inflationniste incitent à la prudence dans l'estimation de cette dynamique pour l'exercice 2026.

- ✓ Aucune évolution de la fiscalité en 2026

Après plusieurs ajustements intervenus depuis 2021, il est proposé de ne pas faire évoluer les taux de fiscalité pour l'exercice 2026.

Evolution proposée des taux de la fiscalité directe locale :

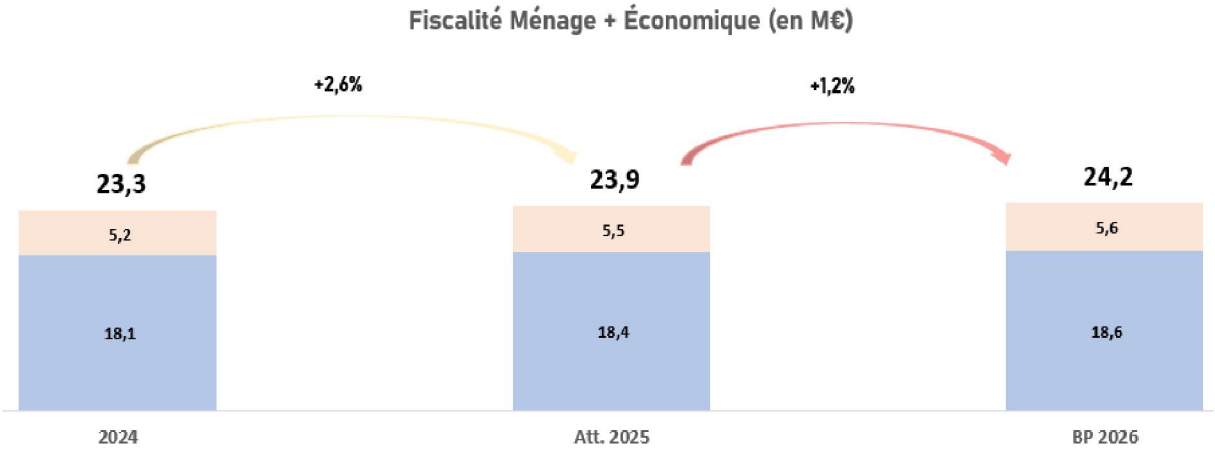
TAUX CCVH	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TAUX TH	12,99	12,99	12,99	12,99	12,99	15	15	15	15
TAUX FB	3,19	3,19	3,19	5,19	5,19	6,09	6,09	6.09	6.09
TAUX FNB	16,76	16,76	16,76	16,76	16,76	16,76	16,76	16.76	16.76
TAUX TEOM	17,03	17,03	17,03	17,61	17,61	17.91	18.71	18.71	18.71
TAUX CFE	38,71	38,71	38,71	38,71	38,71	38,71	38,71	38.71	38.71
BASES MINI.					Réeval.				

Éléments chiffrés :

Ainsi, dans l'hypothèse d'un tel scénario, l'évolution des recettes attendues sur 2026 est estimée à +295 K€ par rapport au prévisionnel 2025, soit une hausse des recettes de +12%

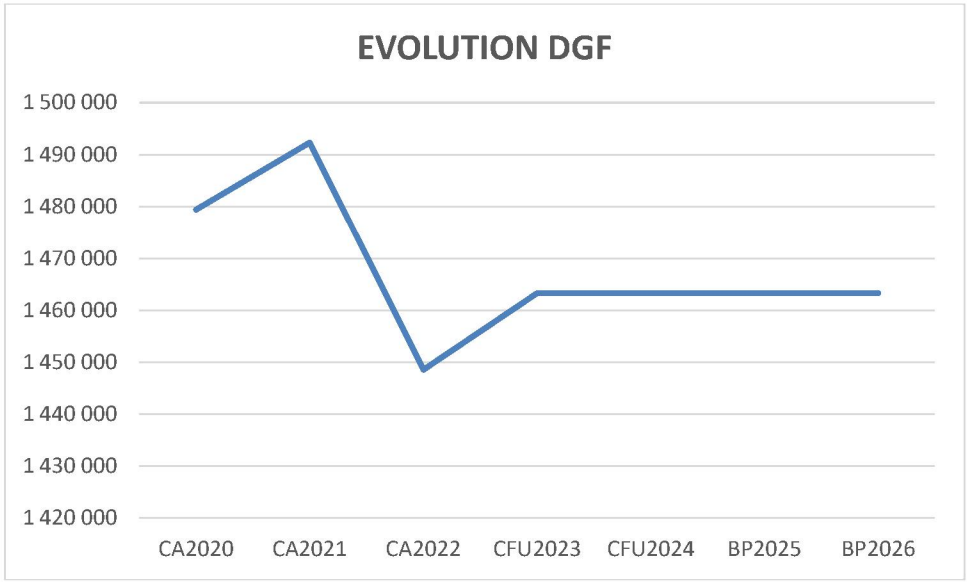
Les principales explications à cette évolution sont :

- La revalorisation mécanique des bases fiscales : + 138 K€ (soit + 0.6 %)
- La dynamique territoriale : + 157 K€ (soit + 0.6 %)



Les principales dotations :

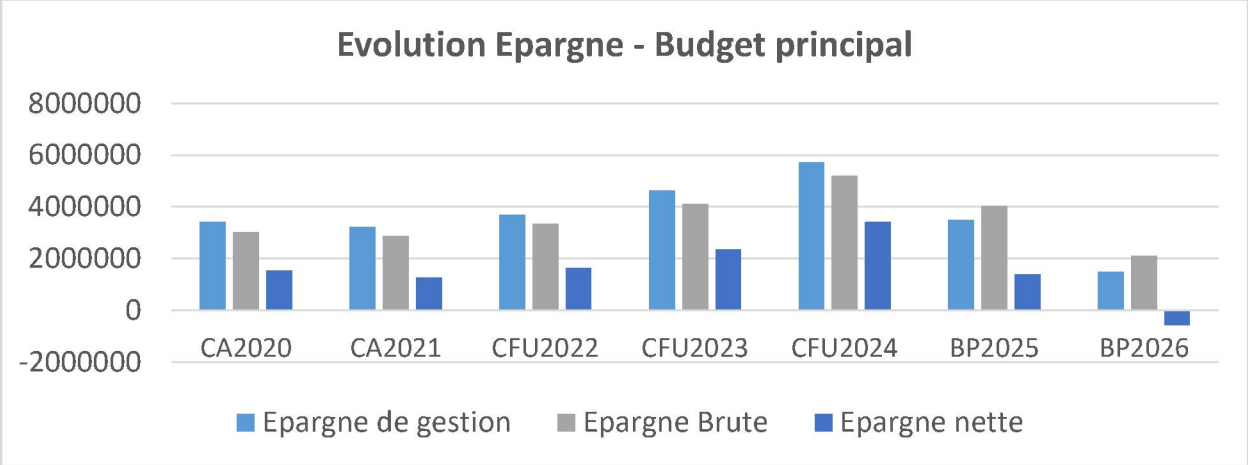
Evolution des dotations versées par l'Etat :



Les principaux

indicateurs financiers

Evolution de l'épargne



La faible dynamique de nos recettes fiscales en particulier le gel du reversement de la part de TVA nationale impacte fortement le niveau de notre épargne. L'épargne nette deviendrait négative pour la première fois depuis 6 ans.

Tableau indicateurs financier 2020-2026

Situation financière	CA 2020	CA 2021	CFU2022	CFU2023	CFU2024	BP2025	BP2026
Epargne de Gestion	2 644 912	3 227 962	3 688 843	4 628 273	5 736 920	3 508 329	1 510 000
Epargne Brute	2 246 700	2 879 022	3 342 615	4 109 589	5 201 678	4 058 329	2 110 000
Taux d'épargne Brute	13,49%	12,49%	12,51%	14,25%	17,21%	13,13%	6,83%
Epargne nette	**451 808**	**936 081**	**1 646 838**	**2 358 045**	**3 426 743**	**1 408 329**	**-590 000**
Encours de la dette BP au 31/12	17 253 325	17 582 492	15 639 553	17 643 864	18 622 055	19 069 637	20 069 637
Ratio de désendettement	**7,7**	**6,1**	**4,68**	**4,29**	**3,58**	**4,70**	**9,51**
Inférieur à 12 ans (seuil d'alerte)	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Encours de la dette BP + BA hors SPIC au 31/12	21 500 389	18 843 597	24 405 722	24 127 794	24 736 971	22 643 281	22 643 281
Ratio de désendettement	**9,6**	**6,5**	**7,30**	**5,87**	**4,76**	**5,58**	**10,73**

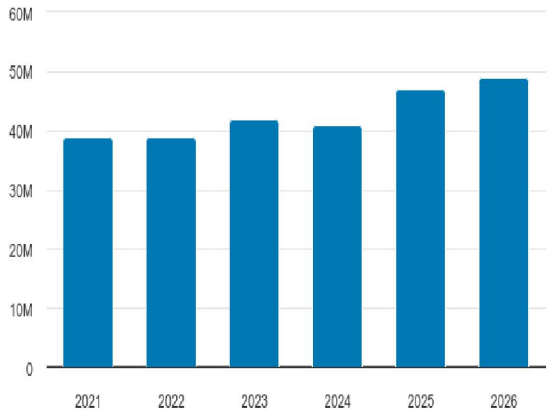
La Communauté de communes Vallée de l'Hérault disposait en 2024 d'une situation financière saine avec un niveau d'épargne important qui permettant t une capacité de désendettement en 4,76 ans.

Le prévisionnel 2025 et 2026 montre une dégradation de la situation avec pour 2026 un niveau d'épargne nette qui ne permet plus le remboursement de nouveaux emprunts et une capacité de désendettement qui grimpe à 10,73 ans par voie de conséquence.

Il ne sera pas possible de mobiliser 100% des emprunts prévus et il sera nécessaire d'autofinancer une bonne part des investissements 2026 par un prélèvement sur les réserves.
Seule la maitrise de l'endettement (et donc du niveau des dépenses d'investissement) associée à une maitrise de l'évolution de nos dépenses de fonctionnement tout en optimisation nos recettes fiscales nous permettra de conserver des indicateurs financiers à un niveau acceptable.

IV. LA DETTE : STRUCTURE ET PERSPECTIVE

Evolution de l'encours de dettes depuis 5 ans (tous budgets)



Le niveau de l'encours de dette est stable à un peu plus de 48,87 M€ ce qui signifie que le niveau d'endettement a été soutenu sur la période avec une augmentation de 10 M€ de dette pour financer les investissements.

Répartition de l'encours au 1er janvier 2026

La dette de la communauté s'élève à 48.868.923 € tous budgets confondus au 31 décembre 2025 pour 101 emprunts avec un taux actuariel de 2,85 % et une durée de vie résiduelle moyenne de 16 ans.

L'encours de la dette est classé en totalité 1-A pour la charte Ghisler et 42,2 % des contrats sont à taux fixe, 57,8% à taux variable (EURIBORD, LIVRETA, T4M)

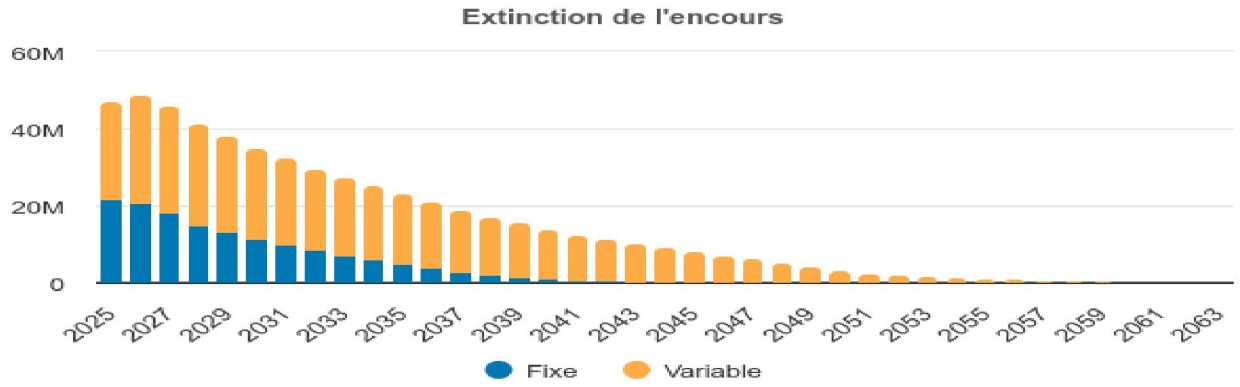
Répartition de l'encours de la dette par budget :

Budget	%	Montant
BUDGET PRINCIPAL	37,38	18 267 300,03
BUDGET ANNEXE REGIE ASSAINISSEMENT COLLECTIF	25,56	12 490 700,22
BUDGET ANNEXE REGIE EAU POTABLE	21,12	10 321 217,94
BUDGET ANNEXE ZAC LA CROIX GIGNAC	7,27	3 552 278,68
BUDGET ANNEXE IMMEUBLES DE RAPPORT	5,26	2 570 220,14
BUDGET GEMAPI	2,39	1 168 695,45
Autres	1,02	498 509,82
TOTAL		48 868 922,28

Répartition de l'encours par prêteurs

Prêteur	Notation MOODYS	%	Montant
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	-	45,56	22 285 265,25
CREDIT AGRICOLE	-	22,65	11 071 229,38
CAISSE D'EPARGNE	-	22,45	10 972 202,04
CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	-	4,96	2 424 043,97
Agence Eau RMC	-	2,68	1 307 362,47
DEXIA CREDIT LOCAL	-	1,65	807 468,37
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	-	0,04	21 350,80
TOTAL			48 868 922,28

Extinction de l'encours de la dette



Perspectives sur l'exercice 2025

Le projet de budget intègre un programme d'investissement qui devrait s'équilibrer avec de nouveaux concours bancaires. L'emprunt prévisionnel du budget principal est de 6,1 M€. Sur ces bases, l'encours de dette projeté au 31 décembre 2024 sur le budget principal serait de 23,7 M€.

V. FRAIS DE PERSONNEL

La politique de gestion des ressources humaines est un enjeu fort. Les recrutements qui ont été faits entre 2020 et 2025 ont entrainé la création de 50 postes supplémentaires afin de permettre la mise en œuvre des politiques et des projets portés par l'EPCI. L'enjeu réside désormais dans la limitation des recrutements et le management des équipes dans un souci constant d'efficacité.

La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences en lien avec une actualité sans cesse mobile doit devenir une priorité. La gestion prévisionnelle qui consiste à adapter les équipes à l'évolution future des organisations doit s'accompagner de la mise en place d'outils et de postures adaptés à ces évolutions : la formation devra jouer un rôle central dans son développement.

Evolution de la masse salariale globale et des effectifs

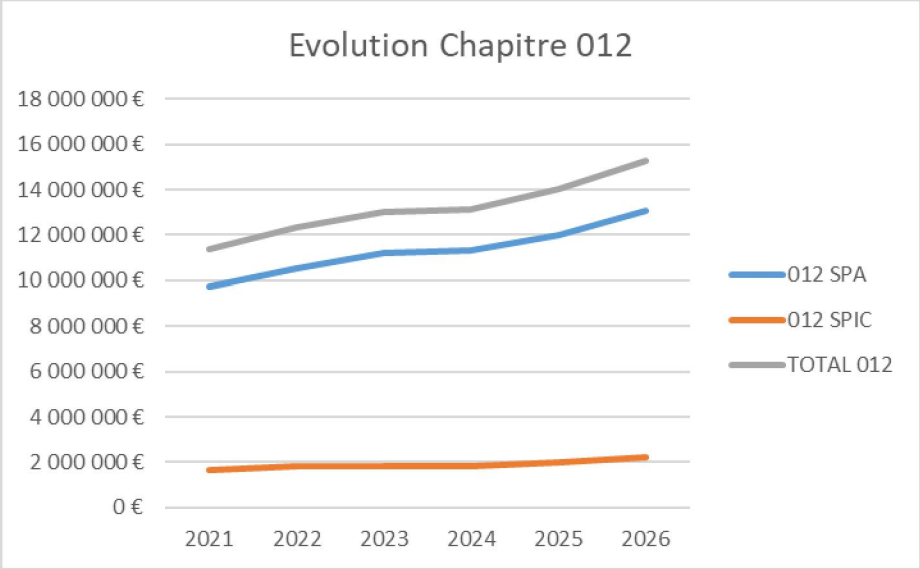
De 2021 à 2026, la masse salariale (tous budgets) est passée de 11 365 K€ à 15 282 K€, soit une augmentation de près 34.46 % sur 5 ans.

Chapitre 012 consolidé (hors refacturation interne)

Année	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	Att 2025	BP 2026
Budget principal *	9 666 958 €	10 443 303 €	11 137 738 €	11 223 987 €	11 936 441 €	12 959 622 €
BA GEMAPI	45 862 €	88 561 €	83 140 €	85 180 €	86 595 €	95 476 €
Sous-total SPA	**9 712 820 €**	**10 531 864 €**	**11 220 878 €**	**11 309 167 €**	**12 023 036 €**	**13 055 098 €**
Evolution en %		*8,43%*	*6,54%*	*0,79%*	*6,31%*	*8,58%*
BA EU **	884 733 €	897 663 €	866 865 €	1 099 823 €	1 075 647 €	1 255 671 €
BA AEP	760 643 €	850 959 €	869 055 €	699 667 €	908 830 €	971 330 €
BA SPANC	7 329 €	45 902 €	69 787 €			
Sous-total SPIC	**1 652 705 €**	**1 794 524 €**	**1 805 707 €**	**1 799 490 €**	**1 984 477 €**	**2 227 001 €**
Evolution en %		*8,58%*	*0,62%*	*-0,34%*	*10,28%*	*12,22%*
TOTAL EPCI	**11 365 525 €**	**12 326 389 €**	**13 026 585 €**	**13 108 657 €**	**14 007 513 €**	**15 282 099 €**
Evolution en %		**8,45%**	**5,68%**	**0,63%**	**6,86%**	***9,10%***

* *réintégration 2021 BA SOM et BA ADS*

** *réintégration 2024 SPANC*



Les évolutions d'effectifs se traduisent de la façon suivante :

	2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026	
Catégorie	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.
A	28	6	42	9	38	13	38	14	44	11	41	9	41	9	42	9	44	9
B	33	28	31	13	38	14	38	22	56	33	58	31	58	32	62	33	65	34
C	127	15	130	11	147	32	147	45	132	39	134	39	134	37	136	37	140	37
Total	188	49	203	33	223	59	223	81	232	83	233	79	233	78	240	79	249	80
Total général	237		236		282		304		315		312		311		319		329	

L'augmentation de la masse salariale s'explique par des effets qui sont soit consécutifs à des mesures externes qui s'imposent nationalement à l'ensemble des collectivités, soit le résultat d'effets internes, principalement des effets dits « ETP ».

Effets externes liées à des mesures salariales nationales : + 169 K€

Les charges de personnel seront affectées en 2026 par des mesures nationales qui s'imposent aux collectivités locales comme chaque année. Cette prévision s'est basée sur une nouvelle augmentation de la cotisation patronale CNRACL, de 3 points en 2026, soit + 169 K€ pour l'ensemble des budgets.

Evolution des carrières – GVT (Glissement Vieillesse Technicité) : + 160 K€

Les avancements d'échelon, de grade, voire les promotions internes impactent chaque année la masse salariale. Sur 2026, il est prévu que ces effets liés à la carrière des agents s'élèvent à 160 K€.
Le GVT s'impose en grande partie aux collectivités, notamment en raison des avancements d'échelon qui sont automatiques et liés à l'ancienneté.

Evolution des effectifs – postes supplémentaires et effet ETP : + 865 K€

En 2026, des créations de postes estimées à 209 K€ sont à prévoir compte tenu de l'évolution de l'activité des services.
Il est prévu, en effet, du personnel supplémentaire au service des moyens généraux par la création d'un poste de régisseur général et au service juridique dans le cadre de la création du service mutualisé de Secrétaire général de Mairie.
La gestion d'un nouvel établissement d'accueil de jeunes enfants à SAINT PARGOIRE en cours d'année, va entrainer des frais de personnel estimés à 110 K€ pour 2026.

Concernant la Régie de l'Eau, 2 agents supplémentaires sont prévus pour renforcer les équipes techniques sur le terrain de façon pérenne.

Les effets pour 2026 consécutifs à des vacances de poste 2025 en raison des mouvements du personnel (délais entre le départ d'un agent et l'arrivée de son remplacement) sont estimés à 331 K€ ou consécutifs au délai de recrutement lors d'une création de poste (effet recrutement année pleine) à hauteur de 319 K€.

Temps de travail

La durée du travail au sein de la communauté de communes est conforme aux dispositions de la loi de transformation de la fonction publique du 06 août 2019 et à la règle des 1607 heures annuelles.

Eléments de dépenses de personnel

Les dépenses de personnel comprennent les éléments suivants :

- **Traitements indiciaires :** sur la base des situations statutaires des agents

- **Nouvelles Bonifications Indiciaires (NBI) :** sur la base des fonctions exercées pour les agents fonctionnaires uniquement. La NBI concerne 51 personnes au sein de la CCVH à hauteur de 88 000 € annuels.

Nature de la NBI	Nombre d'agents
Maitre d'apprentissage	3
Encadrement de proximité d'une équipe technique d'au moins 5 agents	7
Direction d'établissements et services accueil petite enfance	3
Accueil et visite monument historique	2
Fonctions d'accueil exercées à titre principal	14
Encadrement d'un service administratif requérant une technicité de gestion	11
Direction pédagogique et administrative d'une école de musique	1
Distribution itinérante d'ouvrages culturels	1
Puéricultrice fonction encadrement, animation	1
Directeur général services communes 40 à 150 000 h	1
Directeur général adjoint services communes 40 à 150 000 h	3
Régisseur régie de 3 000 à 18 000 euros	2
Régisseur régie supérieure à 18 000 euros	2
TOTAL	51

- **Avantages en nature** : un agent bénéficie d'un logement de fonction et un agent d'une voiture de fonction.

- **Heures supplémentaires** : pour 2026 l'enveloppe des heures supplémentaires est portée à **104 000 €** annuels.

- **Régimes indemnitaires** : l'IFSE (Indemnité de Fonction de Sujétion et d'Expertise) a été mise en place en 2016 pour les grades pour lesquels cette indemnité était possible puis élargie à l'ensemble des agents conformément à la législation (sauf les Assistants d'enseignement artistique qui bénéficient de leur régime indemnitaire spécifique). Elle a été revalorisée à l'issue d'une négociation interne avec les représentants syndicaux, tout d'abord pour les agents de catégorie C dès décembre 2021, et pour les agents de catégorie B en décembre 2022.
  Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) est versé chaque année au mois de juin en application des critères travaillés en ateliers du projet d'administration et voté par le Conseil Communautaire.

Projet d'administration et Charte Managériale

Les valeurs portées par les agents de la Communauté de communes au service du Territoire sont les suivants :



Le projet de territoire 3D de la Communauté de communes est désormais complété en interne par le projet d'Administration, mené par la Direction des Ressources Humaines. Ce projet a été construit de manière concertée avec les agents. Il correspond au tournant en cours de réalisation de la Communauté de communes, il est un des outils d'accompagnement du changement et se décline à travers un plan d'actions à mettre en œuvre dans les années à venir. Il a d'ores et déjà abouti à la formalisation des valeurs communes des agents.

Une charte managériale, ADN commun de l'ensemble de l'équipe d'encadrement, a été formalisée.

Ces éléments représentent une cible, une vision commune portée par l'équipe de Direction Générale mais qui devra également se décliner à tous les niveaux de l'administration au service du projet de territoire.

En 2022, des ateliers du Projet d'Administration ont été organisés pour la mise en place du télétravail de droit commun à compter du 1er septembre 2022. En 2022 et 2023, des ateliers ont été organisés pour la définition des critères d'attribution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) dont la 1ère attribution a été effective en juin 2023.

Le nouveau projet de territoire sera l'opportunité de co-construire un projet d'administration renouvelé, en relaçant les ateliers collaboratifs associant le plus grand nombre d'agents.

VI. PROSPECTIVE FINANCIERE 2025-2029 (budget principal)

Le rapport d'orientation budgétaire est ainsi l'occasion de présenter de façon générale les projections financières pluri annuelles dans le cadre d'hypothèses partagées, et ce afin d'alimenter au mieux le débat public.

Hypothèses de construction du scénario prospectif 2025-

2029:

Budget principal

Prise en compte des impacts du PLF 2025

Hypothèses d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement : + 4% sur la période

- charges à caractère général : +2 % en moyenne sur la période à périmètre constant.
- Evolution des charges de personnel : +1,5%/an en moyenne sur la période à périmètre constant
- Autres charges de gestion courante : + 2%/an

Hypothèses d'évolution des recettes réelles de fonctionnement : + 2,2%/an sur la période

- Evolution de bases fiscales de + 2%/an
- Augmentation des bases fiscales : +1,5%/an
- Evolution DGF (0%)
- Evolution reversements TVA nationale : 0%/an en moyenne sur la période

Hypothèses d'évolution des dépenses réelles d'investissement : 10M€/an sur la période

- Dépenses d'équipement : 6 M€/an en moyenne sur la période
- Subventions versées (fonds de concours) : 2,5 M€ /an en moyenne sur la période
- Remboursement de la dette : 2 M€/an en moyenne sur la période

Hypothèses de financement de la section d'investissement :

- Subventions obtenues (30%): 1M€/an en moyenne sur la période
- FCTVA : 0,3 M€/an en moyenne sur la période
- Emprunts nouveaux : 4 M€/an en moyenne sur la période
- Autofinancement : 3 M€/an en moyenne sur la période
- Excédent antérieur capitalisé : 2M€/an en moyenne sur la période

PROSPECTIVE* Budget Principal - DÉTAILLÉE

		2022	2 025	2024	2025	2026	2027
				Atterrissage			
013	Atténuation de charges	412	320	195	185 000	189	192
70	Produits des services et domaine	2 756	3 074	3 231	3 224	3 289	3 351
731	Fiscalité locale	13 323	14 473	15 628	16 098	16 599	17 116
73	Impôts et Taxes	7 292	8 172	8 193	8 210	8 212	8 214
74	Dotations, subventions et participation:	2 773	2 719	3 138	3 243	3 282	3 323
75	Autres produits de gestion courante	111	100	56	20	20	20
77	Produits exceptionnels	47	42	-	-	-	-
78	Reprise sur amort., dep. et prov.	-	-	-	-	-	-
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	26 713	28 899 797	30 441	30 980	31 591	32 215
		-	-	-	-0	-	-
011	Charges à caractère général	3 347	3 615 462	4 611	4 813	5 107	5 423
012	Charges de personnel	10 588	11 292 709	11 520	12 222	12 478	12 665
014	Atténuation de produits	3 430	3 403 825	3 498	3 435	3 437	3 438
65	Autres charges de gestion courante	5 459	5 707 875	6 088	6 202	6 326	6 452
66	Charges financières	346	518 684	593	611	658	735
67	Charges exceptionnels	0	1	130	10	10	10
68	Dot. sur amort., dep. et prov.	200	200 000	200	200	200	200
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	23 371	24 739 364,65	26 640	27 493	28 217	28 924
		-	-	-	-	-	-
10222	Dotations et participations reçues	128	254	803	944	908	1 070
1068	Affectation du résultat de fonctionnem	1 775	-	-	-		
13	Subventions d'investissement reçues	230	532	1 727	2 122	2 157	2 544
16	Emprunts nouveaux	3 000	2 450	1 700	4 000	4 000	4 000
	Autres	-	-	-	-	-	-
	RECETTES D'INVESTISSEMENT	5 133	3 235	4 230	7 065	7 065	7 614
		-	-	-	-	-	-
10222	Dotations et participations versées						
204	Subventions d'investissement versées	1 152	1 028	2 713	2 939	2 554	1 921
16	Remboursement d'emprunt	1 696	1 752	1 814	1 859	1 793	1 689
	Dépenses d'équipement	1 424	3 819	7 695	6 451	7 932	9 028
261	Autres	-	-	33	33	34	34
27	Autres immobilisations financières	100	50	50	50	51	52
	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	4 372	6 648	12 305	11 332	12 363	12 724

Evolution des épargnes – Budget principal

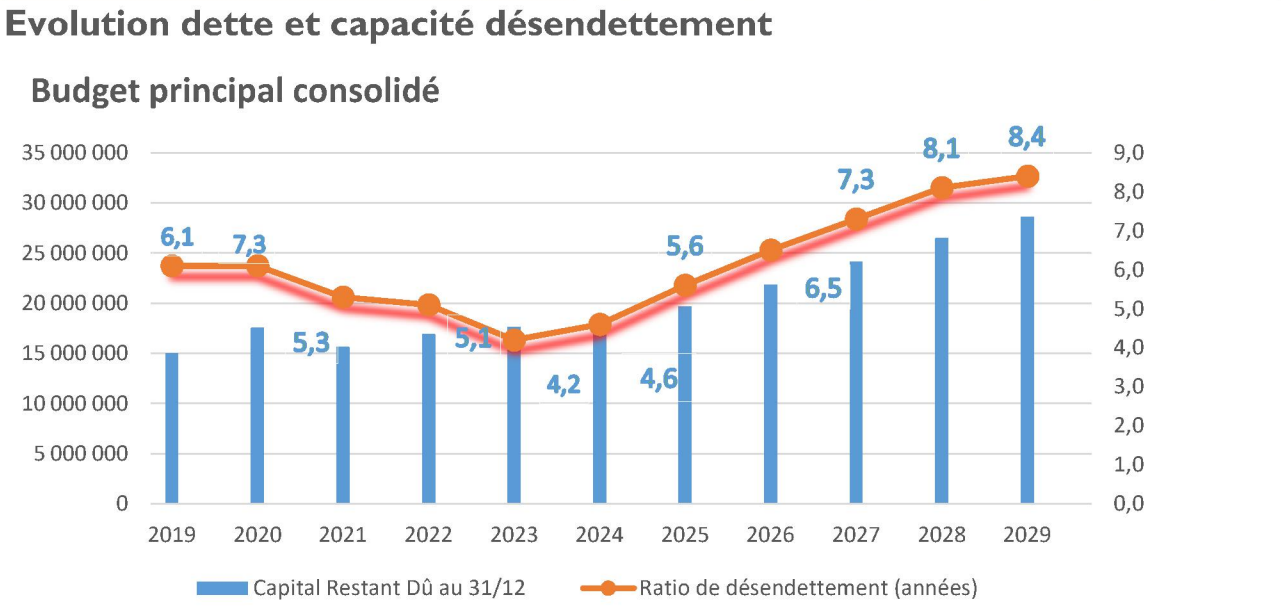
PROSPECTIVE* Budget Principal - DÉTAILLÉE

*avec ADS et SOM 2018-2021 consolidés et IR 2023-2029

	2 02	2024	2025	2026	2027	2028	2029
		Atterrissage					
	- 0,00	-	-	-	- -	0,00 -	0,00
Epargne de gestion	4 679	4 394	4 098	4 033	4 026	4 072	4 306
Taux d'épargne de gestion	16,2%	14,4%	13,2%	12,8%	12,5%	12,4%	12,8%
Intérêts de la dette	*519*	*593*	*611*	*658*	*735*	*813*	*887*
Epargne brute	4 160	3 801	3 487	3 375	3 291	3 259	3 419
Taux d'épargne brute	14,4%	12,5%	11,3%	10,7%	10,2%	9,9%	10,2%
Remboursement d'emprunt	*1 752*	*1 814*	*1 859*	*1 793*	*1 689*	*1 694*	*1 858*
Epargne nette	2 409	1 987	1 628	1 581	1 603	1 565	1 560
Taux d'épargne nette	8,3%	6,5%	5,3%	5,0%	5,0%	4,8%	4,7%

Evolution de la dette et capacité désendettement

	2 02	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Encours de dette au 31/12	17 644	17 529	19 671	21 877	24 189	26 495	28 636
Dette/Epargne brute en années	4,24	4,61	5,64	6,48	7,35	8,13	8,38
Dette/Recettes réelles de fonctionneme	61,1%	57,6%	63,5%	69,3%	75,1%	80,6%	85,4%

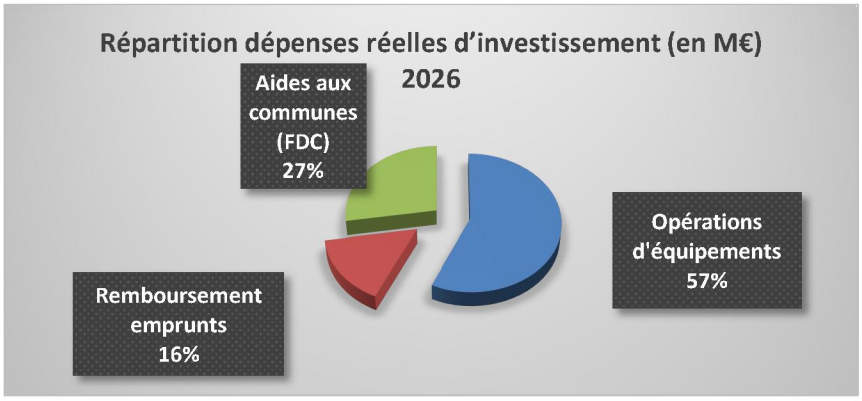


Fin 2029, et dans le cadre des hypothèses présentées, la Communauté de communes présente une situation financière maîtrisée avec notamment une capacité de désendettement qui se situerait à 8,4 années. Avec l'endettement des budgets annexes hors SPIC, le ratio serait de 10 ans, l'endettement progresse mais demeure maitrisé grâce à un niveau d'épargne nette de près de 1,6 M€ en 2029.

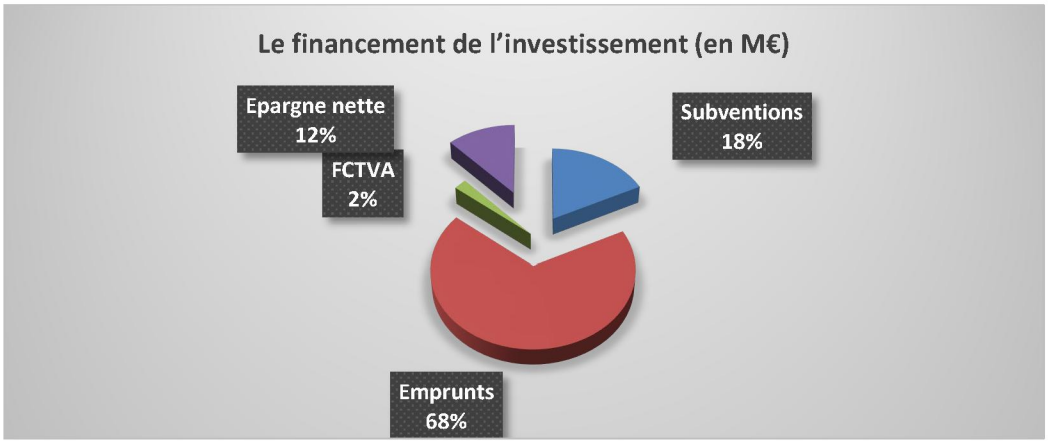
La fiscalité n'a pas été mobilisée dans cette projection.

VII. LES DEPENSES EN INVESTISSEMENTS PREVUS EN 2026

Budget Principal dépenses réelles d'investissement : 11,3 M€



L'année 2026 sera, comme les années précédentes, une année de fort soutien de l'EPCI à l'investissement local.



Les dépenses d'investissement portées par le budget principal sont évaluées à 11.31 M€, réparties entre les dépenses d'équipements portées directement par l'EPCI (7,62 M€) et les subventions d'équipements versées en soutien à l'investissement local (3,69 M€) y compris les fonds de concours aux communes.

Le remboursement du capital de la dette est évalué pour sa part à 2,1 M€, l'objectif et de stabiliser le montant annuel de la dette à cette hauteur afin de ne pas trop dégrader notre capacité de désendettement au vu du risque qui pèse sur le niveau d'épargne.

Le recours à l'emprunt sera limité au maximum, et son montant sera ajusté en fonction de la décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2025, et des subventions obtenues.

Les dépenses d'investissement portées par le budget principal sont évaluées à 10.23 M€, réparties entre les dépenses d'équipements portées directement par l'EPCI (7,66 M€) et les subventions d'équipements versées en soutien à l'investissement local (2,57 M€) y compris les fonds de concours aux communes.

Fonds de concours : 3,68 M€,
dont

DIRECTION ACTION CULTURELLE		**175 359 €**
	01-FCLP-01 - FONDS DE CONCOURS BIBLIOTHEQUES	96 582 €
	01-ABGE-03 - ABBAYE GELLONE ETUDE FAISA CENTRE INTERPRETATION	43 000 €
	01-ABGE-04 - ABBAYE DE GELLONE DEPLACEMENT AUTEL DE GUILHEM	35 777 €
DIRECTION ATTRACTIVITE TERRITORIALE		**3 031 053 €**
	01-FCDC-01 - FONDS DE CONCOURS DEVELOPPEMENT DU COMMERCE	250 000 €
	01-FCDE-01 - SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	332 000 €
	01-FCAG-01 - FONDS DE CONCOURS - SOUTENIR L'AGRICULTURE	79 950 €
	01-FCPE-01 - FONDS DE CONCOURS PLAN ENSEIGNE	50 000 €
	01-FCEU-01 - FONDS DE CONCOURS ETUDES URBAINES	15 000 €
	01-FCBC-05 - FC - OPERATION BOURG CENTRE ET PETITE VILLE DEMAIN	380 103 €
	01-FCLS-01 - FONDS DE CONCOURS LOGEMENTS SOCIAUX	269 000 €
	01-FCLS-02 - FONDS DE CONCOURS BAILLEURS SOCIAUX PLH 2025-31	235 000 €
	01-FCBC-04 - FC PETITE VILLE DE DEMAIN -BC PRESBYTERE ST ANDRE	500 000 €
	01-FCBC-06 - FONDS DE CONCOURS BOURGS CENTRE - PROJET LE POUGET	100 000 €
	01-OPFA-01 - OPERATION FACADES FAITES LE MUR PLH 2017-2025	10 000 €
	01-OPFA-02 - OPERATION FACADES FAITES LE MUR PLH 2025-2031	70 000 €
	01-PIG-01 - PIG - RENOVISSIME	200 000 €
	01-PIGB-02 - PIG RENOVISSIME PROPRIETAIRE BAILLEUR PLH 2025-31	55 000 €
	01-PIGO-02 - PIG RENOVISSIME PROPRIETAIRE OCCUPANTS PLH 2025-31	75 000 €
	01-FCBC-02 - FCPVD-BC - CAVE COOPERATIVE MONTARNAUD	200 000 €
	01-FCBC-03 - FCPVD-BC - PROJET MONTARNAUD	210 000 €
DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES		**50 000 €**
	01-VERN-01 - FONDS PATRIMOINE VERNACULAIRE	50 000 €
DIRECTION GENERALE DES SERVICES		**426 880 €**
	01-FCET-01 - FONDS DE CONCOURS EQUILIBRE TERRITORIAL	240 000 €
	01-FCPC-01 - FONDS DE CONCOURS PETITES COMMUNES (<1000 hbs)	106 880 €
	01-FCVA-01 - Fonds de concours village d'avenir	80 000 €

Etudes, travaux et équipements : 11,3 M€,
dont

0121010101 - DEVELOPPER UNE AGRICULTURE DURABLE ET DE QUALITE	**79 950 €**
01-FCAG-01 - FONDS DE CONCOURS - SOUTENIR L'AGRICULTURE	79 950 €
0121010201 - CONSTRUIRE UN ECOSYST. LOCAL DEV DES ENTREPRISES	**1 123 632 €**
01-TLN-01 - TIERS LIEU NUMERIQUE	22 500 €
01-FCDE-01 - SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	332 000 €
01-PAE-01 - EQUIPEMENTS, ENTRETIEN ET REPARATIONS DES PAE	341 000 €
01-PASS-01 - AMENAGEMENT SECTEUR PASSIDE	408 132 €
01-FON-01 - ETUDE FONCIERES D'ENTREPRISES	20 000 €

0121010301 - PROTEGER ET DEVELOPPER LE COMMERCE DE PROXIN	**350 000 €**
01-CINE-01 - SALLE CINEMATOGRAPHIQUE	50 000 €
01-FCDC-01 - FONDS DE CONCOURS DEVELOPPEMENT DU COMMER	250 000 €
01-FCPE-01 - FONDS DE CONCOURS PLAN ENSEIGNE	50 000 €
0121010401 - DEVELOPPER UNE ECONOMIE TOURISTIQUE DE QUAL	**41 558 €**
01-GITE-01 - AMENAGEMENT GITE EQUESTRE MAS TERRUS	15 000 €
01-AAPN-01 - AMENAGEMENTS ACTIVITE PLEINE NATURE	26 558 €
0121020501 - PLANIFIER ET MAITRISER LE DEVELOPEMENT URBAIN	**1 466 000 €**
01-OPFA-01 - OPERATION FACADES FAITES LE MUR PLH 2017-2025	10 000 €
01-AIRE-01 - AIRE ACCUEIL GENS DU VOYAGE	95 000 €
01-REFO-05 - RESERVE FONCIERE HABITAT	312 000 €
01-FCEU-01 - FONDS DE CONCOURS ETUDES URBAINES	15 000 €
01-EHCA-01 - ETUDE HABITAT CENTER ANCIENS	80 000 €
01-PIG-01 - PIG - RENOVISSIME	200 000 €
01-FCLS-01 - FONDS DE CONCOURS LOGEMENTS SOCIAUX	269 000 €
01-FCLS-02 - FONDS DE CONCOURS BAILLEURS SOCIAUX PLH 2025-3	235 000 €
01-OPFA-02 - OPERATION FACADES FAITES LE MUR PLH 2025-2031	70 000 €
01-PIGB-02 - PIG RENOVISSIME PROPRIETAIRE BAILLEUR PLH 2025-3	55 000 €
01-PIGO-02 - PIG RENOVISSIME PROPRIETAIRE OCCUPANTS PLH 202	75 000 €
01-MSE-01 - MAISON DES SERVICES ET ENVIRONNEMENTS	50 000 €
0121020601 - PRESERVER TOUS LES PATRIMOINES ET LA BIODIVERSI	**603 708 €**
01-GSF-02 - EQUIPEMENT GSF	195 400 €
01-GSF-01 - AMENAGEMENTS MAISON GRAND SITE DE FRANCE ET S	3 000 €
01-TVBN-01 - TRAMES VERTE BLEUE NOIRE - INVESTISSEMENT	88 500 €
01-SIF-01 - SCHEMA D'INTERVENTION FONCIERE GSF	20 000 €
01-REFO-08 - RESERVE FONCIERE NATURA 2000	10 000 €
01-BIPD-01 - AMENAGEMENT PDD - BILAN 10 ANS	41 400 €
01-PCGS-01 - LIAISONS DOUCES (RD4) GSF/PCS	40 000 €
01-PCGS-02 - PCS/ENTREES ET SORTIES NAVETTES	52 000 €
01-PP-02 - MISE EN OEUVRE PLAN PAYSAGE	8 400 €
01-SGBN-01 - SCHEMA DES ACTIVITES NAUTIQUES DU GSF	43 200 €
01-PPTE-01 - PLAN PAYSAGE TRANSITION ECOLOGIQUE - GSF	11 808 €
01-GSF-03 - CONFORTEMENT MUR DE SOUTAINEMENT PDD	40 000 €
01-VERN-01 - FONDS PATRIMOINE VERNACULAIRE	50 000 €
0121020701 - AGIR POUR UNE GESTION DURABLE - COLL. DECH. ME	**1 146 728 €**
01-SOM-01 - COLLECTE DES DECHETS MENAGERS	925 864 €
01-120K-01 - Nouvelle stratégie de gestion des déchets	210 864 €
01-SENR-01 - SCHEMA ENERGIE RENOUVELLABLE	10 000 €
0121030801 - RENFORCER L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT	**423 364 €**
01-CREC-04 - ACHATS EXTENTION CRECHE ST PARGOIRE	246 500 €
01-CREC-02 - CONSTRUCTION NOUVELLER CRECHE GIGNAC	56 864 €
01-FMPE-02 - FOND MODERNISATION EQUIPEMENTS PE CALINOUS	18 000 €
01-FMPE-05 - FOND MODERNISATION EQUIPEMENTS PE PITCHOUN	20 000 €
01-FMPE-03 - FOND MODERNISATION EQUIPEMENTS PE CHRYSALID	6 000 €
01-FMPE-01 - FOND MODERNISATION EQUIPEMENTS PE BERCEAU	11 000 €
01-FMPE-04 - FOND MODERNISATION EQUIPEMENTS PE LUTINS	5 000 €
01-CREC-01 - CRECHE MONTARNAUD	60 000 €

0121031201 - PROPOSER DES MOBILITES DOUCES TOUS USAGES	**387 677 €**
01-MOB-01 - ETUDES STRATEGIQUES MOBILITES	60 864 €
01-PELL-01 - PASSERELLE	41 813 €
01-FCMB-01 - LIAISONS CYCLABLES	285 000 €
0121031301 - SOUTENIR ET PROMOUVOIR LES ACTIVITES SPORTIVE	**60 000 €**
01-TAMB-01 - AMENAGEMENT TERRAIN DE TAMBOURIN	60 000 €
0121041401 - EQUILIBRER L'IMPLANTATION DE L'ACTION CULTURE	**307 000 €**
01-PMA-02 - ETUDE PREFIGURATION POLE MUSIQUES ACTUELLES	35 000 €
01-BAMO-01 - Bâtiment modulaire musique actuelle	262 000 €
01-EMI-01 - RENOUVELLEMENT MATERIELS ET INSTRUMENTS MUSIC	10 000 €
0121041501 - RENFORCER DEVELOPPER LES PUBLICS DE LA CULTURE	**129 382 €**
01-FCLP-01 - FONDS DE CONCOURS BIBLIOTHEQUES	96 582 €
01-RLP-01 - COLLECTIONS ET EQUIPEMENTS LP	32 800 €
0121041601 - CREER DEVELOP. ARTISTIQUE ET CULTUREL ANCRE 21	**1 775 301 €**
01-ABOR-01 - AMENAGEMENT ABORDS ABBAYE ANIANE	50 000 €
01-EPRA-01 - ETUDES PRE OP REVITALISATION ABBAYE ANIANE	44 660 €
01-MEPA-01 - ACQUISITIONS PATRIMONIALES CULTURE	65 000 €
01-CHAP-01 - AMENAGEMENT CHAPELLE ABBAYE ANIANE	1 340 000 €
01-ARCH-01 - AMENAGEMENT ARCHEOTHEQUE ABBAYE ANIANE	65 864 €
01-CLOI-01 - AMENAGEMENT CLOITRE ABBAYE ANIANE	20 000 €
01-ABBA-01 - TRAVAUX ENTRETIEN ABBAYE D'ANIANE	76 000 €
01-ABGE-03 - ABBAYE GELLONE ETUDE FAISA CENTRE INTERPRETAT	43 000 €
01-ABGE-04 - ABBAYE DE GELLONE DEPLACEMENT AUTEL DE GUILHE	35 777 €
01-ABBA-02 - ABBAYE D'ANIANE - SECURISATION DE L'ATELIER A	35 000 €
0121051701 - RESEAUX ET PARTENARIATS	**1 816 983 €**
01-FCBC-05 - FC - OPERATION BOURG CENTRE ET PETITE VILLE DEMA	380 103 €
01-FCBC-04 - FC PETITE VILLE DE DEMAIN -BC PRESBYTERE ST ANDRI	500 000 €
01-FCBC-06 - FONDS DE CONCOURS BOURGS CENTRE - PROJET LE PO	100 000 €
01-FCPC-01 - FONDS DE CONCOURS PETITES COMMUNES (<1000 hb	106 880 €
01-FCET-01 - FONDS DE CONCOURS EQUILIBRE TERRITORIAL	240 000 €
01-FCVA-01 - Fonds de concours village d'avenir	80 000 €
01-FCBC-02 - FCPVD-BC - CAVE COOPERATIVE MONTARNAUD	200 000 €
01-FCBC-03 - FCPVD-BC - PROJET MONTARNAUD	210 000 €
0121061801 - MOYENS COMMUNAUTAIRES	**1 135 140 €**
01-COM-01 - COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE	22 000 €
01-INFO-01 - EQUIPEMENTS INFORMATIQUES CCVH (MATERIEL LOG	242 240 €
01-BATI-01 - ENTRETIEN BATIMENTS COMMUNAUTAIRES	445 360 €
01-REFO-07 - Réserve foncière d'opportunité	300 000 €
01-FLOT-01 - FLOTTE VEHICULES SERVICES	60 000 €
01-CYB-02 - CYBER SECURITE - INVESTISSEMENT	65 540 €

VIII. LES BUDGETS IMMEUBLES DE RAPPORT ET ZAE

Le budget annexe Immeubles de rapport

Ce budget a été créé en en 2022 pour recueillir l'ensemble du patrimoine immobilier locatif actuel et futur.

Le patrimoine immobilier actuel est constitué des immeubles suivants :

1. Hôtel d'entreprises du PAE Trois fontaines au Pouget
2. Bâtiments du parc d'activité de Calmacé à Gignac
3. Immeuble Novel ID dans l'ecoparc de St André de Sangonis
4. Plateau dans le Pôle santé de Gignac
5. Bâtiment d'ateliers d'artistes céramistes à St Jean de Fos

Il est projeté d'augmenter ce patrimoine en 2026 avec :

6. Création d'une aire d'accueil des gens du voyage
7. Acquisition d'un bâtiment à St André pour la création d'un Hôtel d'entreprise orientée vers le numérique

Ce budget enregistre annuellement environ 110 K€ de recettes, permettant le financement des dépenses courantes d'entretien, des travaux et acquisitions futures.

Les budgets annexes ZAE

Les budgets annexes ZAE permettent de retracer les opérations d'aménagement et de commercialisation d'immeubles à vocation économique. Il existe actuellement 4 budgets annexe :

Le budget ZAE LACROIX à Gignac,

Le Budget ZAE TROIS FONTAINES au Pouget,

Le budget ZAE LES TREILLES à Aniane

Le budget ZAE LA GARRIGUE « ECOPARC » à St André de Sangonis

Pour 2026 il est prévu dans le cadre de ces différents budgets les opérations en dépenses et recettes suivantes :

Le budget ZAE LACROIX à Gignac :

Fin des opérations d'aménagement du PEM : 72 K€

Maison de la mobilité et du tourisme : 621 K€

Etudes et Aménagement Eco Quartier : 54 K€

Le Budget ZAE TROIS FONTAINES au Pouget :

Démarrage des travaux extension du Parc : 634 K€ sous réserve de l'encaissement de la commercialisation des terrains de l'Ecoquartier de la ZAE Lacroix.

Le Budget ZAE LA GARRIGUE à St André,

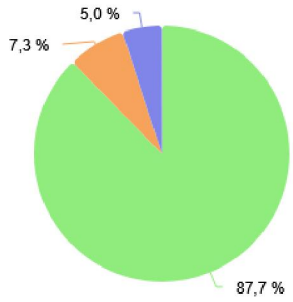
Acquisition foncières pour l'extension, Nord : 200 K€

Le budget ZAE LES TREILLES à Aniane

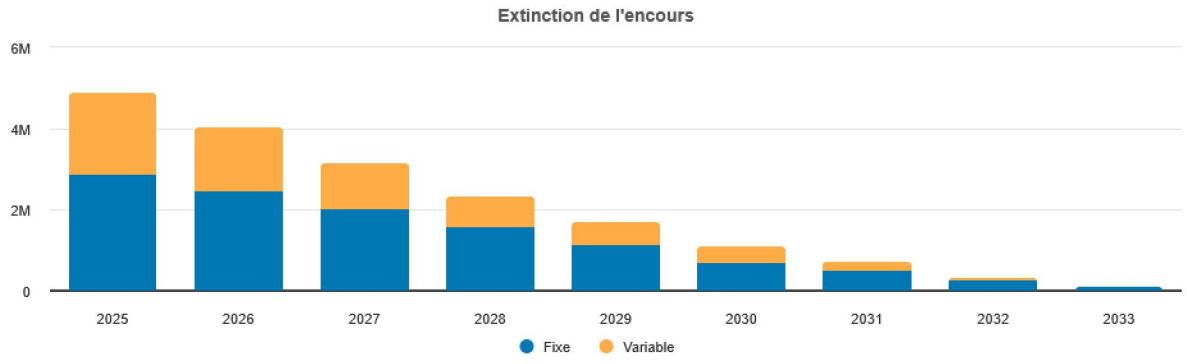
Fin de commercialisation prévue en 2026

Etat de la dette des BA ZAE

Budgets



Budget	%	Montant
BUDGET ANNEXE ZAC LA CROIX GIGNAC	87,69 %	3 552 278,68
BUDGET ANNEXE ZAC LES TREILLES ANIANE (LES GARRIGUES)	7,31 %	296 210,00
BUDGET ANNEXE ZAE LA GARRIGUE ST ANDRE DE SANGONIS	4,99 %	202 299,82
TOTAL		4 050 788,50



IX. LES BUDGETS EAU, ASSAINISSEMENT ET GEMAPI

1- Le contexte

Depuis les transferts de compétences Eau et Assainissement au 1er janvier 2018, le prix de l'eau est **unique** pour offrir un même service et une équité de traitement envers tous les usagers de l'eau sur le territoire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault.

Depuis le 1er janvier 2025, la communauté de communes Vallée de l'Hérault a repris en régie l'exploitation des réseaux d'alimentation en eau potable des trois communes de l'Est du territoire : Argelliers, Montarnaud et Saint-Paul-et-Valmalle. Depuis cette date, la régie d'Alimentation en Eau Potable concerne 20 communes. Le service Assainissement couvrant d'ores et déjà l'ensemble du territoire intercommunal. Cette fin de délégation de service public a également eu pour effet le transfert de facturation et la gestion des dossiers de la part eau et assainissement des administrés de ces trois communes (~2900 contrats en eau et ~2400 contrats en assainissement).

Depuis le 1er janvier 2025 également, la direction de l'eau CCVH a pris en charge la gestion en direct de la facturation assainissement des abonnés du sud du territoire, pilotée jusque-là par le Syndicat Mixte des eaux de la Vallée de l'Hérault (SMEVH), représentant une augmentation d'environ 4200 contrats d'assainissement.

Le service administration et relation abonnés gère à ce jour 17 050 contrats en eau (augmentation de 21% par rapport à 2024) et 19 800 contrats en assainissement (augmentation de 50% par rapport à 2024).

L'intégration des nouveaux abonnés, l'intégration d'infrastructures supplémentaires, le changement de notre système informatique de traitement des factures ainsi que la majorité des logiciels métiers (système de relève, gestion des demande d'interventions…) ont constitué des défis importants pour la Régie de l'Eau et de l'Assainissement en 2025. L'année 2026 sera une année charnière pour finaliser l'ensemble de ces projets et rendre tout cela pleinement opérationnel. L'organisation poursuivra donc son développement et son adaptation pour maintenir un service de qualité auprès de l'ensemble des usagers et maintenir des standards de performance concernant l'impact environnemental du service (rendement des réseaux, conformité des stations de traitement…).

En 2025, le prix total de l'eau (eau et assainissement) pour une facture de 120 m³ est de 4,60 € TTC. Pour rappel, les élu.es ont décidé à partir de 2022, d'une augmentation annuelle et continue du prix de l'eau permettant la mise en œuvre de notre programme d'investissement à hauteur de 3 M€/an pour l'eau et 3 M€/an pour l'assainissement. A partir de 2026, il sera proposé d'appliquer une augmentation de la part variable du prix de l'eau de 2 % par rapport au tarif 2025, le tarif de la part fixe restant inchangé.

2- La prospective 2026

Une prospective financière a été réalisée en vue d'appréhender au mieux le pilotage de l'activité sur les prochaines années.
Celle-ci doit répondre à plusieurs objectifs :

- Prévoir l'évolution des recettes et dépenses de fonctionnement ainsi que les investissements nécessaires à la pérennité de l'organisation.
- Anticiper les besoins de financement en lien avec ces projections et identifier les leviers disponibles pour financer les investissements (épargne nette, subvention, financement bancaire, réserves antérieures...) et maintenir une trajectoire financière saine.

- Aider à la prise de décision stratégique : fournir des projections et des scénarii financiers pour appuyer les décisions liées à la politique tarifaire et à la stratégie de développement.
- Permettre à l'organisation de se préparer à différents scénarii économiques et d'adapter sa stratégie en fonction des résultats attendus.

Le changement de multiples logiciels métier au niveau de la régie dont celui de la facturation, l'intégration des administrés de l'ancienne DSP Saur ainsi que les abonnés SMEVH assainissement sur l'année 2025 ne nous permet pas à ce stade d'avoir des données fiables et représentatives. Ces éléments rendent compliqués l'élaboration d'une prospective précise.

Une baisse globale du volume de consommation est néanmoins constatée depuis 2023. Une stabilisation de l'augmentation démographique est également constatée sur le territoire.

2.1 Evolutions attendues des dépenses réelles de fonctionnement

- Dépenses courantes (011) : La projection d'évolutions des dépenses courantes de fonctionnement est en légère baisse sur la prochains année (-4,2%) du fait d'une stabilisation du prix de l'énergie.

- Masse salariale (012) : La reprise en régie, début 2025, de la compétence eau des trois communes de l'est du territoire ainsi que la reprise de la facturation sur ce même territoire et sur la partie assainissement des huit communes sur le territoire du SMEVH a justifié la transformation et la création de postes supplémentaires, sujet qui a été présenté en conseil d'exploitation du 19 septembre 2024. En parallèle, un travail en collaboration avec les agents a été mené afin d'optimiser l'organisation actuelle des équipes. Ce travail a abouti, mi 2025, à la mise à jour d'un nouvel organigramme de la direction de l'eau, mettant en évidence la nécessité de renforcer certains postes, notamment au niveau des services d'exploitation et par l'ajout de managers intermédiaires, dits de proximité, pour assurer un travail de structuration des équipes. Le budget 2025 ayant d'ores et déjà pris en compte une partie de l'évolution de la masse salariale, la création de postes supplémentaires se poursuit pour 2026 dans cette même dynamique.

  Il est ainsi prévu la transformation d'un poste grade C actuellement équivalent à 0.5ETP à 1 ETP pour le service Procédés – unité AEP. Cette mesure vise à répondre aux besoins opérationnels liés à la reprise du patrimoine eau potable suite à la fin de la DSP. Par ailleurs, l'unité EU du service Procédés, qui a souffert d'un manque de personnel ces dernières années, a su se stabiliser en 2025 et entame désormais sa structuration. Ce bilan souligne la nécessité de pérenniser le poste actuellement en renfort de catégorie C afin de couvrir l'intégralité de la charge de travail.

  Enfin, il est prévu la création du poste de responsable de service stratégie, pour accompagner le développement du service stratégie, dont le recrutement est prévu sur le 3ieme trimestre 2026.

L'ensemble de ces recrutements portera l'effectif de la direction de l'eau à 46 agents. Initialement estimée à +15,9 % par rapport à 2024 dans le budget primitif 2025, l'évolution de la masse salariale devrait finalement s'établir à +9,7 % en raison des nombreux postes vacants cette année. Compte tenu des perspectives présentées, la progression de la masse salariale pour 2026 est désormais évaluée à environ +6,5 % par rapport au budget primitif 2025.

Eau potable - Evolution des dépenses de fonctionnement

		RETROSPECTIVE				PROSPECTIVE
		2022	2023	2024	2025 (BP+BS)	2026 (BP)
011	Charges à caractère général	1238	1 387	1 344	1 618	1 605
012	Charges de personnel	1866	1 862	1 933	2 221	2 366
014	Atténuation de produits	415	397	421	450	540
65	Autres charges de gestion courante	41	3	6	43	68
66	Charges financières	140	219	290	350	350
67	Charges exceptionnelles	43	16	129	41	40
68	Dot. sur amort., dep. et prov.		-	113	50	50
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	3743	3 882	4 236	4 773	5 019

- Assainissement – Evolution des dépenses de fonctionnement

		RETROSPECTIVE				PROSPECTIVE
		2022	2023	2024	2025 (BP+BS)	2026 (BP)
011	Charges à caractère général	1 181	1 487	1 487	1 792	1 743
012	Charges de personnel	1 087	1 122	1 267	1 340	1 431
014	Atténuation de produits	223	195	203	250	300
65	Autres charges de gestion courante	1	1	87	54	54
66	Charges financières	180	250	264	400	400
67	Charges exceptionnelles	2	44	30	35	50
68	Dot. sur amort., dep. et prov.	-	-	34	50	50
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 674	3 099	3 372	3 921	4 028

2.2 Evolution des tarifs

Le prix de l'eau n'est pas gelé, il suit l'actualité économique. Comme acté politiquement dès 2021, le rattrapage du prix de l'eau qui s'est engagé à partir de 2022 et arrivé à terme en 2024. A partir de 2025, l'objectif est d'appliquer, uniquement, une augmentation correspondant à l'inflation (2 %). Cette position doit être réactualisée en 2027, hors imprévus majeurs (casse importante, rupture d'approvisionnement, obligations réglementaires…) qui obligerait, le cas échéant, à augmenter le niveau de recettes, et donc le prix de l'eau, pour accélérer la mise en œuvre de nos opérations d'investissements. Ci-dessous sont déclinés les principes majeurs du tarif de l'eau :

- Une gratuité pour les 15 premiers m³
- Une augmentation **contenue à +2 %** et **uniquement** sur la consommation (hors 15 premiers m³), soit 0,5 cts/m³ ou **+7 €** sur une facture moyenne de **120 m³** en 2026.
- **Pas d'augmentation** de l'abonnement.

- Un même niveau d'investissement de 3 M€ en Eau pour de la recherche et sécurisation et 3 M€ en Assainissement pour la rénovation des stations et des réseaux.
- Une augmentation du **catalogue des prix** de **+2%.**
- Une augmentation de la **P**articipation pour le **F**inancement de l'**A**ssainissement **C**ollectif (PFAC) de **+2 %.**

2.3 Evolution attendue des recettes réelles de fonctionnement

La prospective d'évolution des recettes se détermine d'une part en fonction de l'évolution du nombre d'abonnés et des volumes facturés et d'autre part en fonction de l'évolution du tarif de l'eau et de l'assainissement par année.

Pour l'année 2026 les hypothèses retenues sont basées sur une croissance du nombre d'abonnés régie de 0,5% ainsi qu'une évolution de la consommation en eau de 0,5%.

A noter que cette évolution correspond à un positionnement « prudent » établi sur la base des données de 2023 et 2024 qui montrent une évolution moins marquée de la population sur le territoire et donc du nombre d'abonnés.

S'agissant de l'évolution de la consommation d'eau, l'intégration des abonnés du territoire Est-fin DSP et du SMEVH en 2025, combinée au changement de logiciel de facturation, ne permet pas d'obtenir des données fiables sur les volumes facturés pour l'année en cours. Ces incertitudes affectent directement la capacité à établir une projection fiable des volumes facturés pour 2026. Cet exercice sera consolidé sur les prochaines années, grâce à un retour d'expérience plus significatif (période d'observation à minima de trois ans).

- Evolution du nombre d'abonnés et des volumes facturés pour **l'eau potable**

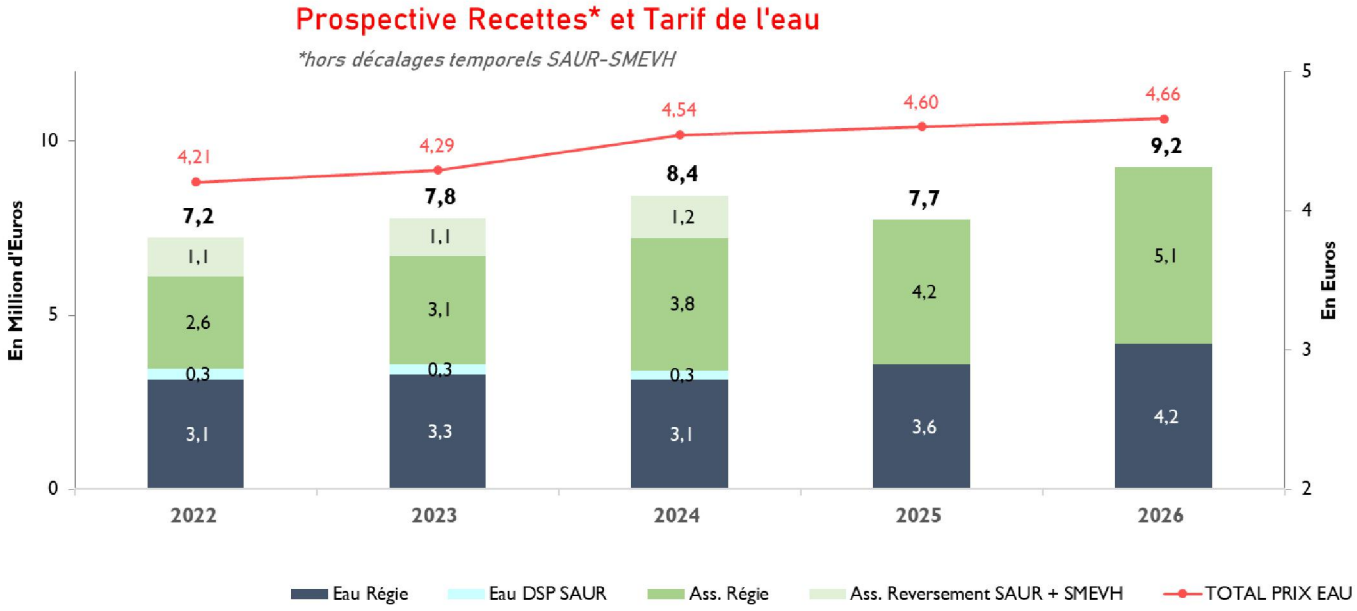
	Réalisé		**Projeté**	
	2023	2024	2025 (estimation)	2026 (estimation)
Nombre d'abonnés Régie	13 970	13 940	16 944	17 028
Nombre d'abonnés DSP	2 852	2 871	-	-
Volumes facturés Régies (m³)	1 310 686	1 285 341	1 562 362	1 570 174
Volumes facturés DSP (m³)	325 326	322 110	-	-

- Evolution du nombre d'abonnés et des volumes facturés pour **l'assainissement**

Les hypothèses retenues pour la prospective des recettes assainissement reposent sur une croissance de 0,5 % du nombre d'abonnés et du volume consommé entre 2025 et 2026.

	Réalisé		**Projeté**	
	2023	2024	2025 (estimation)	2026
Nombre d'abonnés Régie	13 006	13 100	19 886	19 985
Nombre d'abonnés DSP	2 421	2 409	-	
Nombre d'abonnés SMEVH	3 963	4 180	-	
Volumes facturés (m³)	1 713 746	1 732 772	1 750 100	1 758 851

- Evolution des tarifs



- Eau potable - Evolution des recettes

Désignation		RETROSPECTIVE 2023	RETROSPECTIVE 2024	PROSPECTIVE 2025 (BP)	PROSPECTIVE 2026 (estimation)
70 Produits des services et domaine		**4 839**	**4 953**	**6 221**	**6 422**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	1 830	1 677	2 340	2 157
70118	Ventes d'eau autres	19	20	20	20
701241	Redevance pour pollution d'origine domestique	374	372	500	40
70161	Redevance sur la consommation AEP				500
70128	Autres taxes et redevances	113	79	150	150
704	Travaux	271	258	450	380
7064	Location de compteurs	1 174	1 186	1 325	1 384
70871	Remboursements de frais	1 058	1 361	1 436	1 791
013 Atténuation de charges		**16**	**15**	**30**	**40**
74 Dotations, subventions et participations		**17**	**16**	**40**	**40**
75 Autres produits de gestion courante		**332**	**384**	**267**	**18**
77 Produits exceptionnels		**41**	**73**	**-**	**-**
78 Reprise sur provision					**50**
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**5 244**	**5 441**	**6 558**	**6 570**

Malgré une hausse tarifaire de 2 % par rapport à 2025, les recettes prévues pour 2026 restent globalement stables par rapport à l'année précédente. Cette situation s'explique par le décalage de facturation des titres émis par la SAUR et le SMEVH sur le fonctionnement 2024 et appliqués sur l'année 2025.

Cette situation s'explique également par la prudence adoptée jusqu'à présent dans les prévisions relatives à l'évolution de la consommation d'eau et de la croissance démographique pour l'année prochaine. En effet, les données techniques disponibles ne permettent pas encore d'établir une prospective suffisamment fiable.

Il convient de souligner que l'équilibre de nos budgets est fragile et que le niveau d'épargne de gestion permet tout juste de couvrir les dépenses d'amortissements.

Cette situation démontre qu'il convient de maitriser l'évolution de nos dépenses de fonctionnement et de la masse salariale sur les prochains mois. Un réajustement pourra être effectué lors du vote du budget supplémentaire 2026, en fonction de l'évolution des dépenses et de la consolidation des données relatives aux volumes et aux abonnés pour 2025 et l'évolution des recettes correspondantes.

Enfin cette situation démontre la nécessité d'une révision significative du tarif de l'eau dès 2027, afin de combler le déficit et d'assurer pour les prochaines années l'équilibre financier.

- Assainissement - Evolution des recettes

		RETROPECTIVE		PROSPECTIVE	
Désignation		2023	2024 estimation	2025 (BP)	2026 (estimation)
70 Produits des services et domaine		**3 555**	**3 922**	**4 225**	**5 379**
70611	Redevance d'assainissement collectif	2 464	2 761	3 070	4 122
706121	Redevance modernisation des réseaux	196	289	250	350
70613	Participation pour assainissement collectif	681	667	690	650
704	Travaux	174	180	185	210
7062	Redevance d'assainissement non collectif	24	25	30	47
74 Dotations, subventions et participations		**85**	**23**	**0**	**0**
75 Autres produits de gestion courante		**1 376**	**452**	**1 144**	**49**
77 Produits exceptionnels		**48**	**45**	**2**	**-**
78 Reprise sur provision					**50**
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**5 064**	**4 442**	**5 371**	**5 478**

3. <u>Encours de la dette</u>

ANNEES	ASSAINISSEMENT	EAU POTABLE	TOTAL
2018	4 595 668 €	6 799 292 €	11 394 960 €
2019	5 300 209 €	5 073 047 €	10 373 256 €
2020	8 085 907 €	7 720 479 €	15 806 386 €
2021	8 240 805 €	7 422 178 €	15 662 983 €
2022	9 856 489 €	8 920 531 €	18 777 020 €
2023	10 808 469 €	9 996 479 €	20 804 948 €
2024	9 724 227 €	9 100 609 €	18 824 836 €

4- La Programmation Pluriannuelle d'Investissement – Focus 2025

Le Budget annexe AEP, dispose d'une Autorisation de Programme n° 22AP020721, à 19 698 444 €.

Avec la répartition des crédits de paiement suivants :

Numéro de l'Autorisation de Programme	Montant de l'Autorisation de Programme	Répartition des crédits de paiement (CP)					
		CP 2022	**CP 2023**	**CP 2024**	**CP 2025***	**CP 2026****	**CP 2027****
22AP020721	**19 698 444**	3 021 325	3 667 693	3 803 264	3 520 865 €	2 842 649 €	2 842 649 €

(*) le Budget 2025 n'est pas clôturé et fera l'objet d'une mise à jour lors de la présentation du Compte Financier Unique.
(**) les répartitions des crédits de paiement (CF) seront mis à jour lors de la clôture des comptes 2025

A ce stade, le BP AEP 2026 est proposé 3.437 m€. Cela va permettre la réalisation des opérations suivantes :

1° La finalisation des opérations engagées en 2024 :
- Mise en terre en partie de l'interconnexion de secours de l'AEP Saint Bauzille/Le Pouget (300k€)

2° Des opérations de recherche en eau ambitieuse et en adéquation avec le schéma directeur
- Fin de chantier sur les essais de pompage au niveau du captage du Puits à Saint André de Sangonis (50k€)
- Lancement d'études pour la recherche de ressources complémentaires sur le territoire Est et maintien du programme de recherche en eau sur l'ensemble du territoire (50k€)

3° De nouvelles infrastructures
- Equipements du nouveau forage de la Boissière – Planasse (280k€)
- Démarrage des travaux d'équipements des nouveaux forages de l'Aumède (200k€)
- Démarrage des travaux d'équipement pour le nouveau captage de l'Infernet – St Guilhem (60K€)

4° Réhabilitation infrastructures
- Réhabilitation de l'unité de traitement du DRAC (380k€)
- Réfection réservoir d'eau de Pioch Gourbi Gignac (80k€)
- Réfection système de mesure de turbidité et chlore – Caron (15k€)
- Refonte du process de lavage UF – UTEP La Boissière (20k€)

5° Des réseaux
- Argelliers : travaux renouvellement des réseaux – route de La Boissière (700k€)
- Le Pouget : travaux renouvellement des réseaux – avenue de la Terrasse (200k€)
- Montarnaud : travaux renouvellement des réseaux – rue montante (95k€)

6° Acquisitions foncières
- Acquisition foncière sur le forage de l'Aumède (80k€)

7° Préparation d'opérations pour les prochains exercices
- Pouzols : lancement phase études pour le déplacement du château d'eau de Pouzols (30k€)
- Pouzols : Lancement phase études pour les travaux de renouvellement des réseaux – centre-ville – Pouzols (25k€)

- Saint André de Sangonis : Lancement phase études pour les travaux de renouvellement des réseaux – cours de la liberté – rue Bosquet – rue des Coquelicots (65 k€)
- Aniane : Lancement phase études pour les travaux de renouvellement des réseaux – Camp Sauve – centre-ville – Avenue Louis Marre (55k€)
- Interconnexion : études sur raccordement Le Pouget – Pouzols – Saint Bauzille – Gignac

Pour le Budget annexe Assainissement, l'Autorisation de Programme n° 22AP020721 compte un montant de 19 939 245 €. Avec la répartition des crédits de paiements suivants :

Numéro de l'autorisation de Programme	Montant de l'Autorisation de Programme	Répartition des crédits de paiement (CP)					
		CP 2022	**CP 2023**	**CP 2024**	**CP 2025(*)**	**CP 2026 (**)**	**CP 2027 (**)**
22AP020721	**19 939 245**	3 034 588	4 874 638	2 218 792	3 825 620	2 992 804	2 992 804

(*) le Budget 2025 n'est pas clôturé et fera l'objet d'une mise à jour lors de la présentation du Compte Financier Unique.
(**) les répartitions des crédits de paiement (CP) seront mis à jour lors de la clôture des comptes 2025

A ce stade, le BP EU 2026 est proposé 4.124m€. Cela va permettre la réalisation des opérations suivantes :

1° Des infrastructures
- Saint Jean de Fos : construction de la nouvelle STEU (2.350 m€)
- Arboras : finalisation des travaux de la nouvelle STEU (270 k€)
- Gignac : lancement phase études – extension de la STEU (50k€)
- Plaissan : Lancement MOE – réhabilitation de la STEU (20k€)

2° Des réseaux
- Plaissan: travaux renouvellement des réseaux EU – rue des Prunus (400k€)
- Vendemian : travaux renouvellement des réseaux EU – Avenue de Sambuc (300k€)
- Montarnaud : travaux renouvellement des réseaux EU – Rue Montante (100 k€)

3° Réhabilitation infrastructures
- Tressan / Popian : Installation vis pour refus dégrilleurs (20k€)
- Plaissan : Réhabilitation local et armoire électrique (20k€)

4° Préparation d'opérations pour les prochains exercices
- Pouzols : Lancement phase études pour les travaux de renouvellement des réseaux – centre-ville – ruisseau du Lussac (35k€)
- Aniane : Lancement phase études pour les travaux de renouvellement des réseaux – Camp Sauve – centre-ville (35k€)
- Montpeyroux : Lancement phase études pour les travaux de renouvellement des réseaux – rue des lions (20k€)
- Saint André de Sangonis : Lancement phase études pour les travaux de renouvellement des réseaux – cours de la Liberté (15k€)

Je propose donc à l'assemblée :

- de prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2026 préalable au vote du Budget primitif
- d'approuver en conséquence le Rapport d'Orientation Budgétaire 2026

Budget annexe GEMAPI 2026

Dès l'intégration au 1er Janvier2018, de la compétence GEMAPI, la CCVH s'est donnée les moyens de disposer :

- D'un plan de gestion sur la Lergue avec une DIG
- D'un plan de gestion sur l'Hérault avec une DIG
- D'un plan de gestion sur la Mosson avec une DIG (en cours d'enquête publique)
- D'un plan de gestion sur les affluents de l'Hérault et la DIG va être prochainement déposée
- Mais aussi d'une recette pour exécuter ces travaux au travers de la Taxe GEMAPI.

Le montant de la taxe GEMAPI dont le taux ne sera pas changé devrait générer une recette de 370 K€. Le montant de la taxe est fixé à 8,50€ par habitant comme lors de la prise de compétence en 2018 constitue la seule recette du budget et permet de financer les dépenses de fonctionnement. Cette recette permet de couvrir les dépenses courantes d'entretiens (curage, enlèvements d'embacles…) et les salaires des agents.

Certains travaux sont réalisés en délégation de maitrise d'ouvrage pour le compte d'autre collectivité. L'obtention des DIG c'est fait en partenariat avec les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin :

- Du fleuve Hérault, le Syndicat mixte du bassin versant du fleuve Hérault : SMBFH
- Du Lez-Mosson le Syndicat mixte du bassin versant du Lez-Mosson : SYBLE

Sur le territoire de la CCVH, 329 K€ de travaux d'investissements inscrit dans une autorisation de programme sont prévus en 2025, cela concerne principalement :

- Afflunents du fleuve Hérault : gestion de la végétation de la ripisylve avec pour cette année des travaux de rattrapage d'entretien importants ;
- La gestion des zones humides : plan de gestion des prairies coulazou
- Etudes et modélisation hydraulique : Etude sur le Verdus

Ces travaux seront financés pour parti par virement de la section de fonctionnement, par des subventions de l'agence de l'eau et un emprunt pour le solde.

BILAN DU SCHEMA DE MUTUALISATION 2025

Depuis 2016, la CCVH met en œuvre un schéma de mutualisation des services, articulé autour de services « supports » partagés avec les communes membres. Une révision de ce schéma de mutualisation a été entreprise en 2021, sur la base des résultats d'une évaluation conduite en 2020.
Le nouveau schéma de mutualisation, adopté lors du Conseil communautaire du 13 décembre 2021, est effectif depuis le 1er avril 2022. Il est composé de 9 services présentés dans le tableau ci-dessous :

Service	**Nombre de communes adhérentes**[1]	**Objectifs**	**Missions/services proposés**
JURIDIQUE	7	Apporter une expertise juridique sur une problématique de droit rencontrée en vue d'aider les communes dans leurs prises de décision	- Traitement des demandes écrites adressées par les commune adhérentes (peuvent saisir le service deux fois par mois) - Diffusion de notes juridiques à l'ensemble des communes adhérentes
OBSERVATOIRE FISCAL	21	Permettre un suivi analytique du tissu fiscal territorial année par année ainsi qu'une optimisation des bases fiscales	- Vérification sélective des locaux - Préparation et animation des CCID - Assistance fiscale
INGENIERIE EN URBANISME	19	Développer une ingénierie de proximité en matière d'urbanisme, par l'intermédiaire d'une plateforme de services à disposition des communes	- Accompagnement à l'élaboration et/ou révision des documents d'urbanisme - Appui juridique à la prise de décision en commune - Ateliers d'urbanisme
ASSISTANCE MARCHES PUBLICS	14	Apporter une expertise sur la sécurisation administrative et juridique des marchés publics	Rédaction, passation et exécution de marchés publics
INGENIERIE FINANCIERE	12	Partager la connaissance des dispositifs d'aide et faciliter l'accès aux financements dont les financements européens, peu sollicités par les communes	3 niveaux d'accompagnement : - Guichet d'orientation vers les financements adaptés aux projets des communes - Appui/assistance aux agents des communes dans le montage des dossiers, jusqu'au dépôt - Montage du dossier de demande de subvention ou AAP, jusqu'au dépôt

[1] Nombre de communes adhérentes au 13/10/2025

GROUPEMENT DE COMMANDES	11	Permettre aux communes justifiant de besoins communs de se regrouper au sein du processus d'achat dans le but de réaliser des économies d'échelle.	Coordination et regroupement des achats principalement dans le domaine des fournitures courantes mais aussi dans tous les autres domaines éventuels
FORMATION	13	- Apporter une assistante technique aux communes en matière de formation	- Conseil sur les formations règlementaires et suivi recyclage - Recensement des besoins - Organisation des sessions de formation mutualisées
INFORMATIQUE	18	- Apporter aux communes membres une assistance informatique de 1er niveau - mettre en œuvre un schéma informatique mutualisé et les projets informatiques en découlant (évolution des équipements)	- acquisition, déploiement et maintenance matériel, assistance technique et bureautique - création et animation du schéma directeur informatique mutualisé - conduite des projets informatique décidés par les communes concernées
OPERATIONS D'AMENAGEMENT	21	Accompagner le maître d'ouvrage pour la réalisation d'opérations, sur l'ensemble des domaines de construction (neuve ou réhabilitation) et d'infrastructure	- Analyse de la demande, définition du besoin et programmation - Montage financier de l'opération - Pilotage technique - Organisation des acteurs du projet - Commande de prestations - Préparation de l'exploitation de l'ouvrage

Comme chaque année, au moment du débat d'orientation budgétaire, un bilan service par service est dressé sur les actions mises en œuvre et les potentielles évolutions envisagées pour l'année suivante.

JURIDIQUE

7 COMMUNES ADHERENTES : ARGELLIERS ; CAMPAGNAN ; GIGNAC ; LE POUGET ; SAINT ANDRE DE SANGONIS ; SAINT PARGOIRE ; TRESSAN

I. Objectifs et contenu du service

Le service juridique commun est effectif depuis le 1er février 2016. Conformément aux termes de la convention de mutualisation afférente, chaque commune adhérente peut le saisir deux fois par mois sur demandes écrites. Le service a alors pour mission d'apporter une expertise juridique sur une problématique de droit rencontrée en vue d'aider les communes dans leurs prises de décision *(conseil juridique divers et précontentieux)*. Autrement dit, l'objectif du service juridique est, dans la mesure du possible, de proposer aux communes les meilleures solutions opérationnelles s'offrant à elles dans le respect de la règlementation mais aussi de la volonté politique exprimée.

La gestion et le traitement des contentieux ne sont pas intégrés aux missions du service juridique.

II. Bilan des actions mises en œuvre

Au 1er octobre 2025, il était totalisé depuis la mise en place du service juridique commun 349 demandes, représentant 1452 heures de travail, soit 182 jours consacrés à la mutualisation.

53 saisines ont été comptabilisées sur l'année 2025.

	Types de saisine	2022/23	2023/24	2024/2025
1	Notes avec préconisations	39	17	31
2	veille juridique	5	3	5
3	Questions réglementaires	3	17	10
4	Précontentieux	0	5	3
5	Relecture d'actes	1	0	1
6	Actes de gestion du service	3	2	3
Total		51	45	**53**

En 2025, les communes adhérentes ont continué à être destinataires de synthèses sur divers textes parus pouvant avoir un impact sur leur fonctionnement (décryptage du décret du 22 juin 2025 sur le report et l'indemnisation des congés non pris, extension du scrutin de liste aux communes de moins de 1000 habitants…).

Comme l'année précédente, le service a fait face à plusieurs demandes nécessitant plus de temps que les 4h/dossier prévus initialement dans la convention.

Mais s'agissant à chaque fois de sujets structurants pouvant être utiles à l'avenir, ces temps pourront aisément être amortis sur le traitement de dossiers futurs (ex : Réglementation des bruits de voisinage, Règles de communication en période préélectorale, rétrocession des voies, réseaux d'un lotissement, scolarisation d'un enfant hors secteur, refus de disponibilité, modalités de réintégration…).

On constate par ailleurs une augmentation des questions réglementaires simples nécessitant un temps de traitement relativement court (ex : Délais de transmission des documents budgétaires aux conseillers municipaux, règles du recours à l'alcootest sur les agents de la collectivité, contenu du PV

du conseil municipal et la publication des délibérations, modalités de rétrocession d'une concession funéraire à la commune…)

Enfin, s'agissant du temps de traitement moyen, celui reste stable et conforme aux prévisions conventionnelles : 3,20 h versus 3,01 h l'année précédente.

III. Orientations pour l'année 2026

- Poursuivre l'incitation des communes peu demandeuses à augmenter leurs saisines
- Poursuivre le partage des veilles juridiques

OBSERVATOIRE FISCAL

21 COMMUNES ADHERENTES : ANIANE, ARGELLIERS, BELARGA, CAMPAGNAN, GIGNAC, JONQUIERES, LA BOISSIERE, LE POUGET, MONTARNAUD, MONTPEYROUX, POUZOLS, PUECHABON, PUILACHER, ST-ANDRE-DE-SANGONIS, ST BAUZILLE DE LA SYLVE, ST GUILHEM LE DESERT, ST-JEAN-DE-FOS, ST PARGOIRE, ST PAUL ET VALMALLE, TRESSAN, VENDEMIAN

I. Objectifs du service

L'observatoire fiscal, en mettant à disposition des communes une expertise et un appui en matière de fiscalité, vise à permettre un suivi analytique du tissu fiscal territorial année par année ainsi qu'une optimisation des bases fiscales pour un meilleur dynamisme.

Le service porte deux missions :

- La mise à jour des assiettes fiscales
- L'assistance fiscalité

L'objectif est de faire correspondre la réalité des bases de la collectivité à celles dont dispose le cadastre et de rechercher des anomalies fiscales sur le territoire. Ainsi, l'observatoire fiscal intervient auprès des communes en matière de :

- Vérification sélective des locaux (VSL) :
  - Établissement de listes de locaux à vérifiés
  - Suivi des travaux auprès des services fiscaux
- Commissions Communales des Impôts Directs (CCID)
  - Préparation des CCID
  - Animation des CCID
- Assistance fiscale
  - Politique des taux
  - Étude d'impact sur des réformes à venir etc.

II. Bilan des actions mises en œuvre

Le travail de l'observatoire fiscal pour 2025 repose sur 3 grandes actions :

<u>Préparation et animation des CCID (Commission Communale des Impôts directs)</u>

- **Une collaboration fructueuse entre le géomètre DDFIP, la CCVH et le service urbanisme des communes**
  - Analyse sur la base de critères objectifs et avec des seuils de signification

- Echanges avec un géomètre du cadastre et le service urbanisme en amont de la réunion.
- Les anomalies remontées en CCID font l'objet d'une validation par le géomètre et par la commission
- Le PV est enrichi d'une présentation visuelle permettant de documenter le procès-verbal de la CCID

Un enrichissement des missions de la CCID

- Analyse des locaux de la liste 41
- Etude des PC/DP et leur retranscription fiscale
- Identification des locaux non imposables via le SIG
- Suivi des CCID et FDV des années précédentes

On recense en 2025 :

- 11 CCID préparées et animées par la CCVH
- 2 CCID préparées par la CCVH et animées par les mairies
- 6 CCID préparées et à organiser
- 2 communes en suspens

Traitement des locaux de catégorie 7 et 8

- 200 locaux de catégorie 7 et 8 ont été envoyés en 2025 à la DDFIP pour traitement.
- On note depuis 2020 une baisse importante de 33% des locaux de catégorie 7 et 8 (-590 locaux). La part de ces locaux à l'échelle de la vallée de l'Hérault est ainsi passée de 9,5% en 2020 à 6% en 2025.

III. Orientations pour l'année 2026

- CCID et traitement des catégories 7 et 8
- Contexte particulier : élections municipales 2026 et renouvellement des commissions
- Fiscalité des entreprises

INGENIERIE EN URBANISME

19 COMMUNES ADHERENTES : ANIANE, ARGELLIERS, AUMELAS, BELARGA, CAMPAGNAN, GIGNAC, LA BOISSIERE, LE POUGET, MONTARNAUD, MONTPEYROUX, POUZOLS, PUECHABON, PUILACHER, ST-ANDRE DE SANGONIS, ST-BAUZILLE DE LA SYLVE, ST-JEAN-DE-FOS, ST-PARGOIRE, TRESSAN, VENDEMIAN

I. Objectifs du service

Développer une ingénierie de proximité en matière d'urbanisme, par l'intermédiaire d'une plateforme de services à disposition des communes pour :

- L'accompagnement à l'élaboration et/ou révision des documents d'urbanisme
- L'information thématique des élus
- La mise à disposition de documents
- La réflexion autour de la fiscalité de l'urbanisme
- Des outils d'aide à la décision

II. Bilan des actions mises en œuvre

Accompagnement mutualisé

- Un nombre constant de communes en accompagnement dans toutes les missions (notamment par mail – questions juridiques)
- Finalisation du travail MeC SCOT/PLU : 14 réunions de travail, 15 restitutions en commune
- Accélération des approbations de PLU (7 réunions PPA, 5 avis PPA CCVH) induit la formalisation du G2W interne (14 chargés de mission, 3 visioconférences).
- Relecture du règlement de Pouzols (sans BE) à finaliser en 2026
- 11 Communes en cours de procédure : 9 de type RevG. ou Mec SCOT / 4 modifs / 1 ZAC.
- Ce qui représente plus de 35 COPIL en 2025

Expertise juridique

- Moins d'actualité en 2025 permettant une meilleure appropriation de la densification.
- Démarrage d'un travail « exemplaire » sur le règlement du PLU en mobilisant le G2W en interne (11 RDV de 3h individuels programmés / V1 du doc pour dec.25).
- 4 G2W commune avec une bonne participation continue.

Renfort ADS

- Besoin de service en matière de renfort.
- Mise en place de points de doctrine à développer (7 points en 2025)

Restitution de la mise en compatibilité des PLU avec le SCOT, suite à l'achèvement de cette importante mission sur l'année écoulée

III. Orientations pour l'année 2026

Accompagnement mutualisé

- Connaitre et répondre aux réels besoins de communes pour maintenir la participation.
- Continuation de la collaboration avec le SCOT lors des procédures et en COTEC.
- Continuer d'accompagner toutes les procédures en cours (9 de type Rev. Générale ou Mec SCOT / 4 autres évolutions) avec l'appui du G2W interne qui enrichit les perspectives des PLU.
- Relecture du règlement de Pouzols (sans BE) à finaliser en 2026

Expertise juridique

- Continuer sur l'appropriation des thématiques actuelles et l'actualité
- Finaliser un règlement « exemplaire » du PLU en juin 2026 en coordonnant l'action des services en interne et avec l'appui des partenaires extérieurs (ABF, DDTM, …)
- G2W commune : garder une bonne participation.

Renfort ADS

- Conforter les points doctrines.

ASSISTANCE MARCHES PUBLICS

14 COMMUNES ADHERENTES : ANIANE ; ARGELLIERS ; CAMPAGNAN ; LA BOISSIERE ; LE POUGET ; MONTARNAUD ; PUILACHER ; SAINT-ANDRE DE SANGONIS ; SAINT-GUILHEM LE DESERT ; SAINT-JEAN DE FOS ; SAINT-PARGOIRE ; SAINT-SATURNIN ; TRESSAN ; VENDEMIAN

I. Objectifs du service

Le service « Assistance marchés publics » commun, formation restreinte du service marchés de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault, a pour mission d'apporter une expertise sur la sécurisation administrative et juridique des marchés publics.

Ce service est chargé d'assister les communes membres dans les domaines suivants :

- **La phase de passation :** aide à la rédaction des pièces, contrôle, lancement, publication, informations à communiquer, etc... jusqu'à la notification du marché
- **La phase d'exécution :** aide à la rédaction d'avenants et déclarations de sous-traitance

II. Bilan des actions mises en œuvre

En 2025, Campagnan a rejoint le service mutualisé, portant le nombre de communes adhérentes à 14. 9 procédures se sont achevées en 2025 ou sont en cours actuellement :

- **Aniane :**
  - *Restauration scolaire en groupement de commande avec St André de Sangonis*
  - *Qualité de l'air intérieur dans le groupe scolaire*
  - *Accord-cadre travaux de voirie*
  - *Assurances (en cours de publication)*
- **Campagnan :**
  - *Nettoyage des locaux scolaires*
- **La Boissière :**
  - *MOE Rénovation énergétique école (en cours de rédaction / publication)*
- **Le Pouget :**
  - *Restauration scolaire (modification CCTP en cours)*
  - *MOE restaurant scolaire (en attente des pièces définitives pour publier)*
- **Saint André de Sangonis :**
  - *Accord-cadre travaux*
- **Saint Guilhem le Désert :**
  - *Relance Restructuration du Théatre de Verdure*

INGENIERIE FINANCIERE

12 COMMUNES ADHERENTES : ANIANE ; ARGELLIERS ; BELARGA. LA BOISSIERE ; LE POUGET ; PUILACHER ; SAINT-GUILHEM LE DESERT ; SAINT-SATURNIN ; TRESSAN ; VENDEMIAN ;

I. Objectifs du service

Le service « Ingénierie financière » commun, formation restreinte du service Prospective de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault, a pour missions de partager la connaissance des dispositifs d'aide et de faciliter l'accès aux financements dont les financements européens, peu sollicités par les communes.

Suite à une sollicitation de la commune pour un projet donné, trois niveaux d'accompagnement sont proposés :

1. Guichet d'orientation vers les financements adaptés aux projets des communes
2. Appui/assistance aux agents des communes dans le montage des dossiers, jusqu'au dépôt : l'agent monte le dossier en s'appuyant sur le savoir-faire du service (plan de financement, rétro planning, règlement d'aide, délais…)
3. Montage du dossier de demande de subvention ou AAP, au même niveau que le travail réalisé pour les dossiers CCVH, et assistance à l'agent de la commune pour déposer le dossier.

II. Bilan des actions mises en œuvre

3 communes ont sollicité le service pour 5 projets :

- Aniane :
  - Date : 04 Mars 2025
  - Accompagnement : niveau I
  - Objet : Réhabilitation du Complexe Sportif
  - Temps consacré: 3 heures
- Argelliers : **Projet I**
  - Date : 27 Janvier 2025
  - Accompagnement : niveau 3
  - Objet : Extension du commerce multi-services de la Commune.
  - Temps consacré : 2 heures
- Argelliers : **Projet 2**
  - Date : 27 Janvier 2025
  - Accompagnement : niveau 3
  - Objet : rénovation de l'ancienne école afin d'y installer les locaux de la mairie et la bibliothèque ainsi que l'aménagement de l'ancienne cour
  - Temps consacré : 12 heures
- Le Pouget : **Projet I**
  - Date : Juillet 2024
  - Accompagnement : niveau III
  - Objet : Accompagnement pour la recherche de financements sur l'opération Création du pôle socio-culturel-éducatif du Pouget – Phase Restructuration du Groupe Scolaire – Tranche I : Réhabilitation et extension de la salle de restauration collective.
  - Temps consacré : 17 heures
- Le Pouget : **Projet 2**
  - Date : Juillet 2024
  - Accompagnement : niveau III
  - Objet : Accompagnement pour la recherche de financements sur l'opération Création du pôle socio-culturel-éducatif du Pouget – Phase Acquisition et Réhabilitation de la Maison Sauvy pour création de la Maison des Solidarités
  - Temps consacré : 2 heures

GROUPEMENT DE COMMANDES

11 COMMUNES ADHERENTES : ANIANE, ARBORAS ; BELARGA ; CAMPAGNAN ; JONQUIERES ; LA BOISSIERE ; POUZOLS ; SAINT-ANDRE DE SANGONIS ; SAINT-JEAN DE FOS ; SAINT-PAUL ET VALMALLE ; TRESSAN

I. Objectifs du service

Permettre aux communes justifiant de besoins communs de se regrouper au sein du processus d'achat dans le but de réaliser des économies d'échelle.

Ce service est chargé des domaines suivants :

- Recensement des besoins des communes et de la CCVH sur des thématiques non prises en charge par d'autres services mutualisés susceptibles de permettre des économies d'échelle
- Etude de faisabilité sur les thématiques identifiées (besoins de chaque commune, diagnostic de l'existant, analyse des factures, consultation des entreprises, étude de gains potentiels…)
- Réalisation des groupements de commandes : coordination des délibérations, animation d'une CAO Ad hoc, suivi de l'exécution des groupements, rédaction des pièces administratives (marchés, PV…)

II. Bilan des actions mises en œuvre

Aucune procédure n'a été réalisé en 2025.

III. Orientations pour l'année 2026

- Fourniture administrative de bureau sous couvert d'avoir un maximum de références communes. La participation d'une ou deux communes pour aider au référencement serait nécessaire
- Entretien des bornes incendie et éventuellement extincteurs

FORMATION

13 COMMUNES ADHERENTES : ANIANE, ARBORAS, LA BOISSIERE, GIGNAC, LAGAMAS, LE POUGET, MONTARNAUD, PLAISSAN, SAINT-ANRDE-DE-SANGONIS, SAINT-GUIRAUD, SAINT-PARGOIRE, TRESSAN, VENDEMIAN

I. Objectifs du service

Le service « formation» commun, formation restreinte du service Ressources Humaines de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault, a pour mission d'apporter une assistante technique aux communes en matière de formation. Ce service est chargé des domaines suivants :

- Organisation des formations réglementaires et/ou non organisées par le CNFPT :
    - Recensement des besoins annuels auprès des communes
    - Consultation des organismes
    - Planification des actions et proposition des dates aux communes
    - Convocation des agents
    - Organisation de la logistique des formations
    - Transmission des attestations
    - Suivi des recyclages

- Conseil aux communes sur les formations réglementaires

II. Bilan des actions mises en œuvre

Un recensement des besoins a été réalisé en début d'année 2025. 15 sessions de formation ont été sollicitées par 8 communes pour 40 agents au total.

Fin septembre 2025, 7 sessions de formations ont été réalisés. 8 sessions sont programmées pour le dernier trimestre 2025.

36 agents ont au final été formés : 16 pour les formations règlementaires, 18 pour les formations secourisme, 2 pour les formations informatiques.

III. Orientations pour l'année 2026 :

- Les collectivités peuvent informer le service de leurs souhaits de formations d'ici janvier 2026
- Un recensement des besoins de formations sera dans tous les cas réalisé – à retourner pour février 2026
- Les formations seront mises en œuvre tout au long de l'année 2026

INFORMATIQUE

18 COMMUNES ADHERENTES : ARGELLIERS, BELARGA, CAMPAGNAN, GIGNAC, JONQUIERES, LA BOISSIERE, LE POUGET, MONTARNAUD, MONTPEYROUX, POUZOLS, PUECHABON, PUILACHER, ST-ANDRE DE SANGONIS, ST-GUIRAUD, ST-JEAN-DE-FOS, ST-PARGOIRE, ST-PAUL-ET-VALMALLE, TRESSAN

I. Objectifs du service

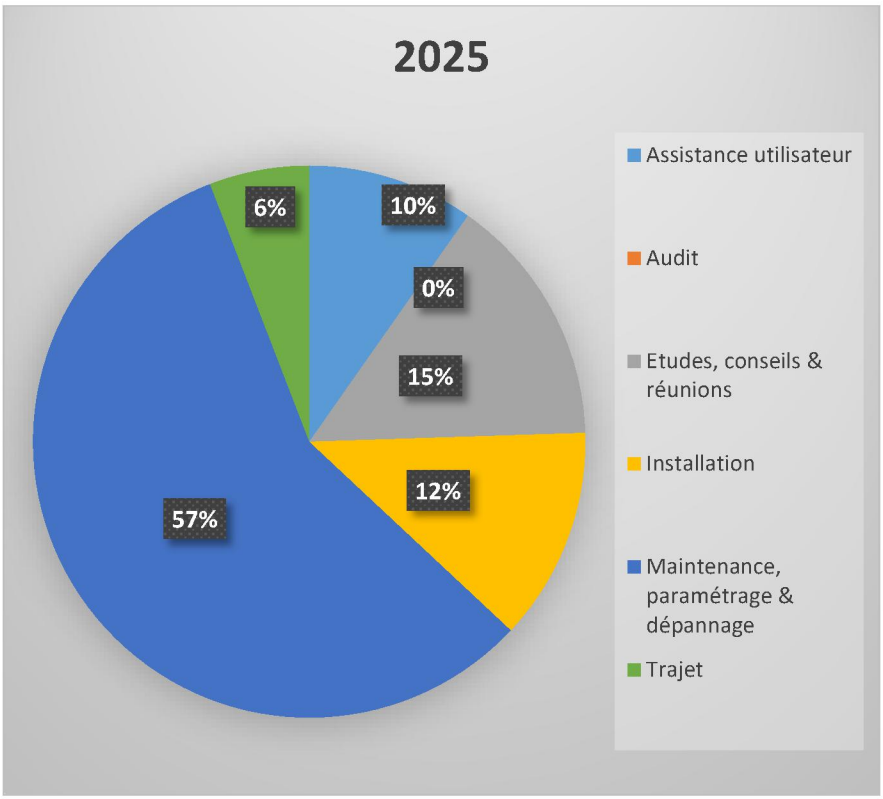
- L'amélioration et la rationalisation des investissements dans les domaines :
  - Des télécommunications et services associés
  - Des matériels de reprographies et services associés
  - Du parc informatique matériel et services associés
  - Du parc informatique logiciel et services associés
- La création de services à destination des communes dont
  - Une assistance informatique de 1er niveau articulée autour de :
    - L'acquisition et le déploiement et la maintenance du matériel
    - L'assistance technique et bureautique aux utilisateurs
- Une conduite de projet qui se décline en la création et l'animation du schéma directeur informatique mutualisé et la conduite des projets informatique en découlant décidés par les communes concernées

II. Bilan des actions mises en œuvre

L'activité du service en 2025 s'est traduite par :

- 119 Tickets (118 en 2024)
- 197 Interventions (251 en 2024)
- 198 heures passées sur la mutualisation (360 en 2024)

Les activités ont consisté principalement en de la maintenance, du paramétrage et du dépannage.



III. Orientations pour l'année 2026 :

- Renouvellement du marché de téléphonie mobile

- Appui aux communes pour la migration vers Windows 11

- Recrutement d'un chef d'équipe Systèmes et Réseaux pour :
  - Davantage de proximité avec les équipes communales
  - L'amélioration de la réactivité
  - La diversification des compétences techniques

- Déploiement d'un nouvel outil de gestion comprenant :
  - L'installation sur les postes communaux d'agents informatiques permettant un audit permanent des données techniques
  - La constitution automatique de parcs informatiques communaux pour une gestion efficace
  - La mise à disposition aux agents communaux d'un catalogue de service via un portail web leur permettant d'enregistrer leurs demandes et d'avoir un suivi en temps réel de l'avancement du traitement

OPERATIONS D'AMENAGEMENT

21 COMMUNES ADHERENTES : ANIANE, ARBORAS, ARGELLIERS, GIGNAC, JONQUIERES, LA BOISSIERE, LAGAMAS, LE POUGET, MONTARNAUD, MONTPEYROUX, POUZOLS, PUECHABON, PUILACHER, ST-ANDRE DE SANGONIS, ST BAUZILLE-DE-LA-SYLVE, ST-GUIRAUD, ST-PARGOIRE, ST-PAUL-ET-VALMALLE, ST-SATURNIN DE LUCIAN, TRESSAN, VENDEMIAN

I. Objectifs du service

Assistance technique dans deux domaines (construction ou infrastructure) pour le compte des communes ayant délibéré en faveur de ce service mutualisé.
Le service vise à accompagner le maître d'ouvrage tout au long de la réalisation de l'opération, la commune conservant l'ensemble de son pouvoir de décision pour opérer les différents choix et gérer l'opération, en se faisant aider et conseiller :

- Analyse de la demande, définition du besoin et programmation,
- Montage financier de l'opération,
- Pilotage technique,
- Organisation des acteurs du projet,
- Commande de prestations
- Préparation de l'exploitation de l'ouvrage

II. Bilan des actions mises en œuvre

4 opérations sont en cours ou ont été finalisées en 2025 pour le compte des communes :

- La requalification du carrefour du Planol sur la commune de Jonquières en phase travaux au mois de septembre 2025
- La construction du groupe scolaire de Puilacher en phase étude de maîtrise d'œuvre
- La reconversion d'un bâtiment agricole en mairie sur la commune d'Arboras – études préalables en cours
- L'accompagnement sur les travaux de rénovation énergétique de l'école de La Boissière en interface avec les services d'Hérault Energie

Au 1er semestre 2025, 18 jours ont été consacrées à la mutualisation. Un temps moins important qu'en 2024, compte tenu du nombre d'opérations prises en charge et des phases « études » des opérations en cours moins impactantes en temps passé.

III. Orientations pour l'année 2026

- Poursuite des opérations prises en charges en 2025
- Année charnière au niveau des municipalités